TOURNONS LA PAGE
Pour l'alternance démocratique en Afrique

LA JEUNESSE EN OTAGE

COMMENT LE POUVOIR POLITIQUE FAÇONNE, MOBILISE ET CONTRÔLE LA JEUNESSE AU BURUNDI





Par
Docteur Denis BANSHIMIYUBUSA
Professeur de Science Politique / Consultant international

Bujumbura, octobre 2026

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES 2
SIGLES ET ABRÉVIATIONS 3
FIGURES, PHOTOS ET TABLEAUX 3
INTRODUCTION GÉNÉRALE 4

CHAPITRE 1 - L'ENGAGEMENT EN POLITIQUE DES JEUNES BURUNDAIS : QUELQUES ÉCLAIRAGES CONCEPTUELS 6
De l'engagement/militantisme (en) politique 6
De l'engagement des jeunes en politique 7
«Jeune» : un concept multidimensionnel

CHAPITRE 2 - HISTORIQUE DE L'ENGAGEMENT EN POLITIQUE DES JEUNES BURUNDAIS 12
L'engagement en politique des jeunes durant l'âge politique de 1960 à 1993 12
Le rôle de la jeunesse en politique durant la période de 1993-2005 13
Le CNDD-FDD et les dynamiques de manipulation-instrumentalisation des jeunes 13

CHAPITRE 3 - DYNAMIQUES ET ENJEUX DE LA MANIPULATION DES JEUNES EN POLITIQUE : RÉALITÉS ET ANALYSE INTERPRÉTATIVE 15
Présentation détaillée de l'échantillon 15
Présentation et analyse interprétative des résultats 16
De la résilience par contournements et innovations chez les jeunes burundais 24

CHAPITRE 4 - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 26
Conclusions 26
Recommandations 27

BIBLIOGRAPHIE 30

ANNEXE 1. QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE. VERSION ORIGINALE EN KIRUNDI 33

ANNEXE 2. QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE. TRADUCTION : VERSION FRANÇAISE 36

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ALIDE	Alliance Libérale Démocratique
AND	Alliance Nationale pour la Démocratie
BIJE	Banque d'Investissement pour les Jeunes
CNDD – FDD	Conseil National pour la Défense de la Démocratie – Front de Défense de la Démocratie
CNIDH	Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme
CNJB	Conseil National de la Jeunesse du Burundi
CNL	Conseil National pour la Liberté
CODEBU	Conseil pour la Démocratie et le Développement Durable au Burundi
FDNB	Forces de Défense Nationale du Burundi
FIGA	Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement
FNL	Forces Nationales de Libération
FPI	Front des Patriotes Ineza
FRODEBU	Front pour la Démocratie au Burundi
FROLINA	Front de Libération Nationale
GEDEBU	Génération Démocratique du Burundi
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
JPH	Jeunesse Patriotique Hutu
JRR	Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore
MSD	Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie
NDI	National Democratic Institute
PAEEJ	Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes
PA-*Amasekanya*	Puissance d'Autodéfense – Amasekanya
PALIPEHUTU	Parti pour Libération du Peuple Hutu
PFNSP	Presses de la Fondation Nationale de Science Politique
PNB	Police Nationale du Burundi
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSD	Parti Social-Démocrate
RPB	Rassemblement du Peuple Burundais
SNR	Service National de Renseignement
UB	Université du Burundi
ULT	Université du Lac Tanganyika
UPD	Union pour la Paix et la Démocratie
UPRONA	Parti de l'Unité pour le Progrès National

FIGURES, PHOTOS ET TABLEAUX

FIGURE 01	Triangle de l'engagement militant	**7**
PHOTO 01	Démonstration de force des ***Imbonerakure***	**13**
PHOTO 02	Démonstration de force des Imbonerakure	**14**
PHOTO 03	Les Imbonerakure en défilé : « Imbonerakure Days », Edition 2025	**14**
PHOTO 04	Conducteurs de tuk-tuk, taxi-motos et taxi-vélos pendant une manifestation du CNDD-FDD	**14**
PHOTO 05	Un « monument » du CNDD-FDD portant les dates des crises meurtrières de l'histoire du Burundi avec des écriteaux y relatifs	**18**
TABLEAU 01	Partis politiques burundais et leurs mouvements des jeunes	**10**
TABLEAU 02	Quelles sont les principales causes qui font que les jeunes acceptent d'être à la solde des politiques ?	**17**
TABLEAU 03	Les voies et moyens utilisés pour manipuler et instrumentaliser les jeunes	**18**
TABLEAU 04	Les comportements qui caractérisent les jeunes manipulés par les politiques	**19**
TABLEAU 05	Les atouts des jeunes pour jouer un rôle de premier plan en politique	**20**
TABLEAU 06	Les enseignements dont les jeunes ont le plus besoin dans leur vie et dans leur avenir	**21**
TABLEAU 07	Les lieux où les jeunes peuvent émettre leurs idées librement et sans craintes	**21**
TABLEAU 08	Les voies à emprunter par les jeunes pour lutter contre leur manipulation politique	**22**
TABLEAU 09	Les jeunes connaissent-ils un organe auquel ils s'en remettraient en cas de leur persécution ou de leur manipulation ?	**23**
TABLEAU 10	Dans cinq ans à venir, quel sera le niveau de participation des jeunes en politique ?	**23**

0. INTRODUCTION GÉNÉRALE

0. 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ÉTUDE

Selon les résultats du Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage au Burundi de 2024 (RGPHAE–2024), sur une population burundaise totale de 12 332 788 individus, la tranche de 0 à 25 ans comptabilise, à elle seule, 7 845 705 individus, soit 64% de la population totale. Si l'on progresse vers les moins de 35 ans, on arrive à 9 383 872 individus, représentant plus de 76% de la population totale. Selon toujours le même recensement, avec un taux de croissance de 2,7% par an, la population burundaise restera pour longtemps jeune étant donné que le groupe d'âge le plus important est celui de 6–14 ans qui totalise 3 065 878 (soit près de 25%) et que les moins de 15 ans sont 5 505 934, soit 45% de toute la population burundaise actuelle. Cela semble d'ailleurs se recouper avec le Rapport des projections démographiques 2008-2030 de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) qui, en 2013 et sur base du Recensement général de 2008, prédisait que l'effectif des populations des jeunes et adolescents connaîtra une augmentation d'autour de 70% de 2008 à 2030[1].

Cependant, malgré ce poids imposant de la jeunesse, historiquement, dans le passé lointain et surtout récent, elle a souvent été au cœur des crises socio-politiques que le Burundi a connues. Le chômage structurel, le sous-emploi, les stéréotypes culturels, l'analphabétisme et le faible niveau d'instruction, sont, entre autres, quelques raisons qui font que les jeunes burundais demeurent particulièrement vulnérables aux dynamiques de manipulation et d'instrumentalisation politico-sécuritaires. En effet, ils sont régulièrement utilisés comme force de mobilisation ou bras exécutant par différents acteurs politiques[2]. Autant dire que depuis longtemps, la participation des jeunes dans les partis politiques s'est toujours limitée à la mobilisation des masses et à la démonstration de la force à certaines activités bien spécifiques. Selon le journal The Citizen du 12 mars 2023, moins de 10% des jeunes entre 18 ans et 25 ans enregistrés sur le fichier électoral ont participé aux élections présidentielles de mai 2020 au Burundi[3].

Bien plus, à l'approche des échéances électorales, les tensions politiques et la montée des discours de haine fondés sur les clivages identitaires – ethniques et politiques, notamment –, accentuent davantage cette vulnérabilité. Le recours à l'intimidation, aux injures, aux violences verbales et physiques dans les espaces politiques traduit un déficit de gouvernance démocratique et met en évidence les mécanismes de manipulation et d'instrumentalisation de la jeunesse ainsi que leurs impacts sur la trajectoire politique et démocratique du Burundi. Comme nous venons de le souligner précédemment, les jeunes burundais demeurent fortement instrumentalisés par certains acteurs politiques également à travers des promesses de campagne souvent fallacieuses : leur offrir des bourses d'études à l'étranger, leur offrir du travail ou des postes politiques, leur offrir des capitaux pour un avenir meilleur, etc. Dans le même temps, le chômage, la précarité économique, un système éducatif insuffisamment rassurant et la politisation de certains espaces sociaux poussent de nombreux jeunes à servir aveuglément comme force électorale ou de mobilisation, alors qu'ils restent marginalisés dans les instances décisionnelles, tant au niveau du pays qu'au sein des partis politiques. La jeunesse burundaise perd confiance en elle-même et envers les institutions, se décourage et désespère quant à son avenir comme l'illustrent les mouvements migratoires croissants et la fuite des compétences vers l'étranger[4]. Mais tout n'est pas perdu, certains jeunes se battent encore et affichent une résilience face à tous ces défis.

C'est dans ce cadre que, en vue d'aider les jeunes à prendre conscience des conséquences de leur manipulation-instrumentalisation politique et de promouvoir leur engagement comme acteurs du développement, de la paix et de la démocratie, l'ONG « Tournons La Page (TLP – Burundi) a commandité une étude intitulée : **« Jeunesse en otage : Comment le pouvoir politique façonne, mobilise et contrôle la jeunesse au Burundi ? »**.

0. 2. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

0. 2. 1. Objectif général

La présente étude se fixe comme objectif global d'analyser, documenter et évaluer de manière indépendante les dynamiques et les enjeux liés à la manipulation de la jeunesse burundaise, afin de sensibiliser les jeunes sur les conséquences de leur instrumentalisation et promouvoir leur engagement comme acteurs du développement, de la paix et de la démocratie au Burundi.

0. 2. 2. Objectifs spécifiques

La présente étude vise spécifiquement à :
1° Documenter, analyser et mettre en lumière les mécanismes de manipulation des jeunes, en particulier en période électorale, ainsi que leurs conséquences graves et durables sur les jeunes eux-mêmes et sur le pays ;

2° Identifier les mécanismes de commandement, de mobilisation et d'intéressement utilisés pour instrumentaliser les jeunes dans les dynamiques politiques et sécuritaires ;

[1] République du Burundi – ISTEEBU, Rapport des projections démographiques 2008 – 2030, Bujumbura, décembre 2013, p. 5.
[2] Pour plus de détails au sujet du rôle de la jeunesse dans les crises récentes, consulter à titre exemplatif, entre autres : FIDH – Ligue ITEKA, Burundi. Répression aux dynamiques génocidaires, novembre 2016/n°685f, pp. 148-151 ; FIDH – Ligue ITEKA, Burundi au bord du gouffre : retour sur deux années de terreur. Rapport, juin 2017/n°693f, p. 9 et pp. 17-22 ; Amnesty International, Rapport 2020/21. La situation des droits humains dans le monde (Burundi), pp. 141-142.
[3] https://globaldemocracycoalition.org/engagement-de-la-jeunesse-burundaise-en-politique/, consulté le 30/06/2026.
[4] https://www.iwacu-burundi.org/quand-des-fonctionnaires-fuient-vers-dubai/ ; https://www.secours-catholique.org/m-informer/grands-formats/jeunes-et-pauvres-au-burundi, consultés le 30/08/2026.

3° Identifier les actes de violences physiques, psychologiques et discriminatoires imputables aux jeunes manipulés ;

4° Analyser les facteurs de résilience, d'innovation et d'engagement citoyen des jeunes malgré les restrictions de l'espace civique ;

5° Formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles visant à prévenir la manipulation politique de la jeunesse et à renforcer son rôle citoyen.

0. 3. MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL

De prime abord, même si certains faits parlent d'eux-mêmes sur le terrain, il n'est pas très aisé de saisir les tenants et les aboutissants des phénomènes à l'étude, en l'occurrence l'engagement des jeunes burundais en politique, leur manipulation ainsi que leur résilience. Cela ne devrait pas nous étonner outre mesure car, on ne comprend pas toujours directement le sens des choses que l'on observe. C'est pour cette raison qu'afin de bien mener à bon port cette étude et atteindre ses objectifs, il nous a semblé méthodologiquement pertinent de partir de la littérature et de la documentation (ouvrages, articles de revues et journaux, conférences, discours publics, communiqués des partis politiques, etc.) qui éclaircissent les phénomènes que nous étudions.

Après cette première étape, l'étape suivante a été celle du terrain, c'est-à-dire celle de la collecte des données. Par un échantillon représentatif mais de taille limitée (236 enquêtés), nous avons pu identifier les différents types de mécanismes qu'utilisent les hommes politiques pour manipuler et instrumentaliser les jeunes dans les dynamiques politiques et sécuritaires[5]. Cette même méthode nous a permis également d'identifier et analyser les actes de violences diverses et discriminatoires qui sont imputés aux jeunes manipulés, ainsi que les facteurs de résilience et d'engagement citoyen que ces jeunes entreprennent dans un contexte qui, souvent, ne leur est pas favorable. Afin de garantir la confidentialité des répondants, sur le premier point en rapport avec leur identification, la mention de leurs noms et prénoms ainsi que de leurs classes et sections est restée facultative[6]. Comme nous l'avons constaté au moment de l'administration des questionnaires d'enquête, les répondants étaient très à l'aise de donner leurs réponses sous anonymat.

Enfin, par des entretiens semi-directifs menés auprès de différentes personnalités : des responsables des partis politiques, un ancien président du Conseil National de la Jeunesse au Burundi (CNJB), le président du Forum des Partis politiques au Burundi, des jeunes de l'UB et ceux de l'ULT, des activistes de la société civile, des chercheurs, etc., nous avons cerné les défis liés à tous ces phénomènes afin de chercher à comprendre leurs causes profondes et formuler quelques propositions en guise de recommandations. Bien plus, la dernière rubrique du questionnaire d'enquête (n°10) qui demandait à l'enquêté d'ajouter librement son commentaire a contribué à obtenir quelques idées qui vont dans le sens de la compréhension des phénomènes à l'étude.

Bref, en cette matière, nous avons fait recours à la méthode dite « quali-quantitavive » qui combine à la fois l'enquête de terrain (volet quantitatif) et les entretiens semi-directifs (volet qualitatif).

0. 4. ARTICULATION DE L'ÉTUDE

La présente étude s'organise en quatre (4) chapitres. Le premier chapitre traite de l'engagement politique des jeunes, notamment dans son aspect conceptuel et ses différentes facettes. Le deuxième chapitre, quant à lui, essaie de retracer très brièvement l'historique de l'engagement en politique des jeunes burundais depuis l'indépendance du Burundi. De son côté, le troisième chapitre entre dans le vif du sujet. Il montre et analyse les dynamiques du phénomène de la manipulation-instrumentalisation des jeunes burundais en politique, les mécanismes entrepris par les aînés politiques pour y arriver, les atouts de la jeunesse burundaise en politique, les voies et moyens que cette jeunesse peut envisager pour faire face à ce phénomène, etc. Enfin, le quatrième et dernier chapitre dégage quelques conclusions de l'étude et en formule quelques recommandations.

[5] D'ailleurs, la plupart des questions du questionnaire d'enquête tournent autour des deux concepts : « manipuler et instrumentaliser » la jeunesse.
[6] Nous reviendrons en détails sur les caractéristiques de cet échantillon au début du 3ème chapitre.

CHAPITRE 1. L'ENGAGEMENT EN POLITIQUE DES JEUNES BURUNDAIS : QUELQUES ECLAIRAGES CONCEPTUELS

« Personne ne naît bon citoyen ; aucune nation ne naît démocratie. Mais pour tous deux, il s'agit plutôt de processus en constante évolution. Les jeunes doivent être inclus dès leur naissance. Une société qui se coupe de sa jeunesse se coupe de sa source de vie et se condamne à mort ». Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies.

Au Burundi comme ailleurs dans la plupart d'autres pays africains – subsahariens au cours du « Renouveau démocratique » des années 1990 et nord-africains au cours du « Printemps arabe » des années 2010 – les jeunes sont au centre de la vie sociale et du discours politique. Dans plusieurs pays africains, la jeunesse est vue comme le pilier de la nation, la force qui fait la fierté du pays mais aussi et surtout la garantie pour la relève des forces vives pour l'avenir. Selon le préambule de la Charte Africaine de la Jeunesse adoptée le 2 juillet 2006 à Banjul en Gambie, les États membres de l'Union Africaine se disent « convaincus que la plus grande richesse de l'Afrique est la jeunesse de sa population, et que par la participation pleine et active de celle-ci, les Africains peuvent surmonter les difficultés auxquelles ils sont confrontés ». De même, selon l'adage burundais généralement accepté par tous les Burundais, « urwaruka nirwo Burundi bw'ejo », c'est-à-dire, « la jeunesse c'est l'avenir du Burundi ». Néanmoins, si au niveau du discours les jeunes occupent une place considérable, cette réalité semble changer radicalement avec la participation et la militance politiques des jeunes au sein des partis politiques burundais ainsi qu'au niveau de la place qu'ils occupent dans les instances de prise de décisions du pays.

Dans les pays qui se recherchent encore en matière de démocratisation des institutions, le débat sur la participation des jeunes en politique en général, et au sein des partis politiques en particulier, est plus que jamais engagé. Ce débat trouve son fondement dans le fait qu'il est presque impensable de parler d'un processus démocratique réussi sans cette catégorie de la population. De même, nous savons que la période électorale est un moment politique cruciale plein de tensions sociales dues essentiellement aux enjeux politiques immédiats. C'est dans cette perspective que les acteurs politiques en compétition mobilisent des tactiques et des stratégies politiques supposées produire des gains politiques immédiats. Et parmi ces stratégies politiques mobilisées, se trouve, entre autres, l'instrumentalisation des jeunes ou « les usages politiques des jeunes »[7].

Ainsi, la marginalisation mais aussi la mobilisation-instrumentalisation des jeunes obéit à des buts et des calculs politiques. Ce phénomène s'observe depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui et semble s'accommoder aux comportements et pratiques en politique. De fait, nous pouvons nous demander pourquoi les jeunes qui constituent la tranche la plus nombreuse de la population, la plus active et dynamique au sein des partis politiques, restent sous-représentés dans les différentes instances de prise de décision au niveau national et que leurs projets d'avenir ne constituent pas la priorité des décideurs. Quels ont été les obstacles à franchir et les défis à relever ?
Ce premier chapitre qui aborde l'aspect de l'engagement des jeunes burundais en politique, est centré sur quelques éclairages conceptuels liés à l'engagement/militantisme en politique des jeunes ainsi qu'à la multi-dimensionnalité du concept « jeune ».

Pourquoi des éclairages conceptuels ?

« Un concept ne vient pas du néant, écrivait si pertinemment Yadh Ben Achour en 1999. Même dans le cas où il est le produit d'un esprit créateur et imaginatif, continue-t-il, il est forgé à partir d'une réalité complexe, celle dans laquelle se trouve enserré tout être humain (…) Les concepts sous vide n'existent pas ». En effet, lorsqu'on mène une étude, la clarification préalable de certains concepts s'avère d'autant plus nécessaire que certaines notions peuvent être différemment utilisées et/ou interprétées, semant ainsi la confusion dans l'analyse ou la compréhension des phénomènes traités. C'est à cet épineux mais indispensable exercice auquel voudrait s'adonner ce premier chapitre.

1. DE L'ENGAGEMENT/MILITANTISME (EN) POLITIQUE

L'engagement politique du citoyen parfois appelé « engagement civique » est une composante essentielle du paysage social et politique de toute société. Il incarne l'ensemble des actions volontaires entreprises par des individus ou des groupes dans le but d'exercer une influence sur les différents aspects de la société, stimuler le changement et améliorer les conditions de vie au sein des communautés. Autrement dit, l'engagement civique est le processus par lequel les citoyens, seuls ou en groupes, s'engagent volontairement dans des activités visant à encourager des changements sociaux bénéfiques ou à soutenir des causes socialement significatives[8].

1. 1. Le militantisme partisan

Militer en politique signifie s'engager au sein d'une organisation partisane dans le but de promouvoir et défendre une idéologie, une cause, une politique, des idées, etc. Cet engagement met l'adhérent en face d'autres personnes qui n'ont pas nécessairement la

[7] Muntunutwiwe Jean-Salathiel, « La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010 », Les Cahiers d'Afrique de l'Est/The East African Review, vol. 46, n°2, 2013, p. 1.
[9] PNUD, Cadres juridiques des espaces civiques, 2021.

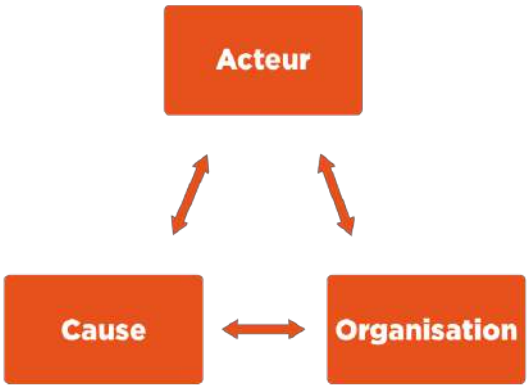
même idée de l'organisation de son pays, qui n'ont pas les mêmes points de vue et le plus souvent qui n'ont pas les mêmes intérêts entre eux. Le militant politique est quelqu'un qui s'engage formellement dans le parti avec ses convictions politiques profondes qu'il assume publiquement. Il consacre son temps au parti, donne des contributions statutaires et offre ses avoirs matériels tout en participant à la réflexion ainsi qu'à la prise de décisions et leur mise en œuvre au sein du parti. Enfin, l'autre caractéristique du militant politique est celle d'être animé d'un esprit qui l'amène à recruter d'autres personnes afin de gagner le maximum possible de gens à la cause du parti, ce qui peut le conduire à la victoire électorale[9].

À ce titre, un citoyen qui prend la décision de s'engager au sein d'une organisation politique et qui en devient membre est différent d'un simple sympathisant. En effet, ce dernier est quelqu'un qui suit de près les activités du parti et qui partage ses idéaux et objectifs sans toutefois franchir le pas de l'adhésion formelle que réalise le militant. Celui-ci est donc lié au parti par des droits mais aussi des devoirs. Ainsi par exemple, si la contribution est facultative, pour le sympathisant, elle est obligatoire pour le militant qui risque de perdre ses droits une fois qu'il ne s'acquitte pas de sa contribution statutaire. Cependant, même si le sympathisant n'a pas des droits spécifiques, le parti peut lui en accorder selon les circonstances[10].

1. 2. Pourquoi s'engage-t-on ?

Généralement, la militance politique s'entend comme étant le fait de soutenir activement une cause, une idéologie ou un parti politique. Autrement dit, le militantisme peut être appréhendé comme « une forme de participation active, non salariée, non orientée prioritairement vers l'obtention de profits matériels, et généralement présentée comme exemplaire puisque son intensité témoigne de l'importance et de la valeur qu'on peut accorder aux activités de l'organisation »[11]. Cependant, pris dans son sens commun, le militantisme se définit essentiellement par la conjoncture de trois propriétés : c'est une activité organisée, non obligatoire, dépendante de l'intention des acteurs et supposant le conflit, la lutte[12]. De-là, apparaissent trois pôles indissociables et constitutifs de l'engagement militant : la cause portée par le militant, l'individu ou l'acteur qui décide de s'engager et l'organisation qui accueille ledit militant[13]. Pour Patricia Vendramin, « s'engager dans le militantisme est, en effet, le résultat de la rencontre entre les dispositions d'une personne, son intérêt pour une cause et les propriétés de situations ou les efforts déployés par les organisations militantes pour recruter et garder de nouveaux membres »[14]. Ces trois éléments constituent ce qui est communément appelé le « triangle de l'engagement militant »[15] ou tout simplement les « trois facettes de l'engagement militant »[16].

Figure 01. Triangle de l'engagement militant



Source : ***Document de La Plate-forme francophone du Volontariat, Le volontariat de militance. Est-ce que volontariat rime toujours avec revendications ? Bruxelles, p. 2.***

Les trois composantes du triangle sont immanquablement liées car l'acteur s'engage pour une cause dans le but de défendre un idéal pour lequel il se bat, tandis que l'organisation met à la disposition du militant le cadre pour son engagement. Concrètement, au niveau individuel, l'engagement dans le militantisme est favorisé par l'attractivité d'une cause qui peut évoluer suivant les différents contextes et moments que le militant traverse, par les multiples « rétributions » liées à son adhésion mais aussi par les actions des organisations qui vont tout faire pour contribuer à la construction et au maintien de ses engagements. Dans ce dernier cas, on parle d'un « façonnage organisationnel » du militantisme[17]. Par ailleurs, les valeurs auxquels se réfèrent les individus pour expliquer leur engagement appartiennent à des contextes historiques, politiques et sociaux qui façonnent un « air du temps »[18], tandis que les causes se démultiplient et entrent en concurrence entre elles.

2. DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES EN POLITIQUE

Ces dernières années, désabusés par les partis politiques jugés déconnectés de la réalité sociale, les

[9] Stiftung Friedrich Ebert, Les jeunes et l'engagement en politique. Manuel d'information et de formation, Yaoundé, 2014, p. 22.
[10] Idem.
[11] Lagroye Jacques, Sociologie politique, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Science Politique, 2002, p. 244.
[12] Jardin Xavier (dir.), Dictionnaire de la droite, Paris, Larousse à présent, 2007, p. 17.
[13] Vendramin Patricia, « Les ressorts de la militance. Le triangle « individu/cause/organisation », Fondation Travail-Université, Notes Education Permanente, n°2010-12, novembre 2010, p. 1.
[14] Vendramin Patricia, op. cit., p. 1.
[15] Document de La Plate-forme francophone du Volontariat, Le volontariat de militance. Est-ce que volontariat rime toujours avec revendications ? Bruxelles, p. 2 ; voir http://www.levolontariat.be, consulté le 25/07/2026.
[16] Selon les propres termes de Vendramin Patricia, op. cit., p. 1.
[17] Sawicki Frédéric et Simeant Johanna, La sociologie de l'engagement militant : un champ de recherche à décloisonner. Introduction du colloque international ; Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires pratiques et organisations militantes, Lille, du 8 au 10 juin 2006.
[18] Selon Patricia Vendramin, cet « air du temps » fluctue et avec lui les causes qui motivent les engagements. Ainsi par exemple, les médias, les intellectuels ainsi que les acteurs politiques contribuent à valoriser ou disqualifier certains engagements, à promouvoir des causes ou à en délégitimer d'autres ; Vendramin Patricia, op. cit., p. 1.

jeunes semblent rejeter la politique et les partis politiques. Parallèlement à cela, ils préfèrent s'engager en politique de manière directe et indépendante notamment à travers les mouvements associatifs ou l'organisation des mouvements sociaux, forme qui leur permet de promouvoir directement le changement mais aussi de contourner le traditionnel versement de cotisations » inhérent à l'adhésion à tout parti politique[19]. Cependant, bien que les jeunes se montrent toujours sceptiques à l'égard des partis politiques ou s'orientent vers d'autres pratiques plus informelles ou encore vers les candidatures indépendantes, leur soif d'engagement politique n'a pas diminué pour autant. Il reste encore une grande majorité d'entre eux qui adhèrent aux partis politiques et s'affirment publiquement en politique.

2. 1. Adultes et jeunes au sein des Partenariats InterGénérationels (PIG)

Les Partenariats InterGénérationnels (PIG) sont basés sur une compréhension de la nature interdépendante de l'apprentissage et de l'enseignement et sur la reconnaissance que les jeunes et les adultes ont quelque chose de différent mais de complémentaire à partager. Cela signifie que toutes les générations travaillent ensemble pour provoquer le changement au lieu de se faire compétition pour se faire entendre ou s'éliminer. Les jeunes ne sont plus désormais considérés comme des ressources à la disposition de leurs aînés, mais comme des partenaires à part entière dans l'organisation et dans la société. Vus sous cet aspect, les partenariats intergénérationnels servent, non seulement à développer les leaders de demain, mais à soutenir également les jeunes citoyens engagés en politique en même temps qu'ils leurs offrent l'opportunité de se socialiser aux pratiques démocratiques. Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions, créer ce genre de partenariats n'est pas chose facile et ne peut certainement pas se faire en une journée.

2. 2. L'importance des partenariats intergénérationnels

Les PIG présentent plusieurs avantages pour les trois composantes à savoir les adultes, les jeunes et l'organisation.

2. 2. 1. Les avantages pour les adultes

En travaillant avec les jeunes, les aînés finissent par considérer les jeunes comme leurs collaborateurs ; ils acquièrent une meilleure compréhension et les stéréotypes qu'ils avaient face aux jeunes tombent. Bien plus, leur niveau d'engagement et d'attachement envers l'organisation augmente avec le rythme motivé et élevé des jeunes ; ce qui pousse les aînés politiques à développer également une perspective nouvelle, un rapprochement vers d'autres jeunes, l'enthousiasme, la flexibilité et la créativité ainsi qu'une attitude proactive.

2. 2. 2. Les bénéfices pour les jeunes

Le droit d'être impliqué est fondamental et la participation des jeunes au processus de prise de décision remplit ce droit qu'ils ont d'être reconnus comme citoyens à part entière. En effet, les PIG permettent d'engager les jeunes dans la prise de décision, les aident à devenir des citoyens actifs, plus enclins à demeurer actifs dans le processus démocratique. En outre, ce genre de partenariat soutient l'action des jeunes, leur donne l'occasion de tester et d'exercer leur leadership et d'acquérir des habiletés et une expérience pratique qui les mènera à de meilleures prises de décision dans le futur. De même, il leur donne le contrôle sur les choix qui les affectent ou qui les affecteront dans le futur, les aide à devenir maîtres de leur avenir et de celui de la communauté. Enfin, les jeunes profitent également du partage d'expérience et d'expertise de leurs aînés politiques.

2. 2. 3. Les avantages pour l'organisation politique

Les jeunes qui sont bien encadrés et bien intégrés dans une organisation politique ont plus de chance de demeurer impliqués dans cette organisation à long terme ; ce qui garantit une relève et une stabilité dans le futur. De même, l'implication des jeunes peut aider à convaincre les soutiens du sérieux de l'organisation politique au sujet du développement de la jeunesse, étant donné que les jeunes sont souvent ceux, à l'intérieur d'une organisation politique, qui sont les plus idéalistes. Ainsi, ils deviennent en quelque sorte les « protecteurs de mission », aidant l'organisation à demeurer fidèle à ses buts et mandats. En outre, les jeunes permettent aux organisations politiques de devenir plus conscientes des besoins des jeunes dans la communauté. Les jeunes, avec leur créativité, aident souvent une organisation à rejoindre tous les membres de la communauté de toutes sortes de manières, tandis que la capacité des jeunes à sortir une organisation de sa « zone de confort » et de ses petites habitudes routinières peut être extrêmement bénéfique dans sa progression et dans son expansion.

Ce partage des pouvoirs est pratique. Il favorise de meilleures décisions, un meilleur développement des programmes et des résultats durables.

3. « JEUNE » : UN CONCEPT MULTIDIMENSIONNEL

La définition ou mieux la délimitation de la catégo-

[19] National Democratic Institut (NDI), Principes et pratiques de l'engagement des jeunes pour les partis politiques. Un guide pratique sur la manière dont les partis politiques peuvent impliquer la jeunesse citoyenne actuelle et établir de véritables partenariats, p. 4.

rie des jeunes pose un sérieux problème du point de vue limite d'âge, que ce soit pour la borne inférieure ou la borne supérieure. C'est pour cette raison que plusieurs auteurs s'accordent pour dire qu'il n'est pas très aisé de définir ou délimiter « la catégorie jeunesse » étant donné que la définition de cette notion varie suivant les institutions, les pays et même les partis politiques. Selon Jean Salathiel Muntunutwiwe, le contexte burundais complique davantage l'éclaircissement de ce concept qui se révèle être polysémique et qui dispose d'une double acception : sociologique et juridique[20]: double acception à laquelle il convient que nous ajoutions l'acception politique dans le cadre de cette étude.

3. 1. Du point de vue sociologique

Comme l'indique son appellation, c'est une dimension qui insiste sur les aspects de la société, tels que le statut matrimonial et l'autonomisation de l'individu par rapport au toit familial qui l'a mis au monde. En prenant en considération l'aspect matrimonial, dans plusieurs sociétés africaines comme celle burundaise, tout individu âgé de plus de 18 ans qui n'est pas encore marié (célibataire) est considéré comme un « jeune adulte ». Cette considération ou précisément appellation qui renferme une sorte de contradiction se rencontre également chez toute personne âgée de plus de 18 ans mais qui vit encore sous le toit de son père. Pour le simple fait qu'il n'a pas encore quitté le toit familial pour s'autonomiser, cet individu reste toujours considéré comme un « enfant adulte ».

En réalité, ces phénomènes qui retardent l'âge adulte chez certains individus trouvent leurs sources dans la dégradation des mécanismes d'insertion professionnelle et dans la dilution des étapes qui mènent à la vie adulte. La scolarisation brouille les repères sociaux et les valeurs sociales, tandis que sa prolongation retarde la période d'autonomisation pour une partie de jeunes. De son côté, le National Democratic Institut (NDI) insiste sur l'aspect politico-sociologique et considère que le terme « jeunes » se réfère aux personnes âgées de 18 à 30 ans, d'identités et d'origines diverses, y compris, mais sans s'y limiter, les jeunes femmes, les jeunes handicapés, les jeunes LGBTQI ainsi que d'autres groupes exclus de la politique en raison de leur identité, de leur origine ou de leur accès aux opportunités[21].

3. 2. Du point de vue juridique

Au niveau juridique, la même difficulté de définition apparaît car même les différents codes, conventions et autres textes internationaux semblent esquiver cet exercice en ne définissant pas directement qui est jeune mais en éclaircissant les autres catégories d'âge qui l'entourent. Ainsi par exemple, l'article 1er de la Convention relative aux droits de l'enfant adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies stipule ce qui suit : « Au sens de la présente Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable ». De même, alors qu'elle était censée apporter des précisions nécessaires à cette catégorie de la population, la Charte Africaine de la Jeunesse adoptée à Banjul en Gambie le 2 juillet 2006 jette plutôt un autre flou. Voici ce qu'elle dit dans son préambule : « jeune : aux fins de la présente Charte, signifie toute personne âgée de 15 ans à 35 ans ».
De son côté, le Code des personnes et de la famille burundais du 28 avril 1993 qualifie de mineure toute personne qui n'a pas encore l'âge de vingt-et-un ans accomplis (art. 337). Cela conduit à l'implication civile selon laquelle l'individu reste civilement irresponsable des actes criminels commis.

Au niveau civil et pénal, l'article 28 de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du Code pénal burundais stipule que « les mineurs de moins de 15 ans sont pénalement irresponsables [et que] les infractions commises par ces derniers ne donnent lieu qu'à des réparations civiles ». Là encore, le curseur est mis sur l'identification de celui qui peut être poursuivi pour les crimes commis et nous constatons que l'individu est défini par rapport à sa majorité ou par sa minorité[22], ce qui revient à dire que dans le droit positif burundais, tout individu de moins de 21 ans n'a pas l'âge de la majorité. Il est considéré comme étant encore enfant et est irresponsable de ses actes parce qu'il est encore sous l'autorité parentale.

3. 3. Comment délimiter la catégorie « jeunesse » en politique ?

La délimitation de la catégorie jeune en politique nous est offerte par la voie des partis politiques. D'une manière générale, à l'exception d'un seul parti, Front des Patriotes Ineza (FPI – Ineza), toutes les autres formations politiques burundaises se sont dotées des mouvements des jeunes et des femmes qui sont des mouvements intégrés à leurs partis politiques. En effet, la loi régissant l'organisation et le fonctionnement des partis politiques au Burundi stipule que « ***tout Burundais ayant atteint l'âge de dix-huit ans révolus et jouissant de ses droits civils et politiques peut adhérer à un parti politique (…) Nul ne peut être affilié à plus d'un parti politique à la fois »***[23]. Comme l'indique ce tableau ci-dessous, les responsables de ces partis politiques indiquent que leurs organisations politiques respectives considèrent comme étant jeunes les personnes ayant un âge compris entre 18 et 35 ans.

[20] Muntunutwiwe Jean-Salathiel, « La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010 », Les Cahiers d'Afrique de l'Est/The East African Review, vol. 46, n°2, 2013, p. 2.
[21] National Democratic Institut (NDI), op. cit., p. 4.
[22] Le Code pénal du Burundi révisé prévoit en son article 29 ce qui suit : « Lorsque l'auteur ou le complice d'une infraction est un mineur de 15 ans révolus et moins de 18 ans au moment de l'infraction, les peines sont prononcées ainsi qu'il suit : 1° S'il devait encore encourir la peine de servitude pénale à perpétuité, il est condamné à une peine de cinq à dix ans de servitude pénale ; 2° S'il a encouru une condamnation à temps ou une peine d'amende, la peine pouvant être prononcées contre lui ne peuvent dépasser quatre ans ».
[23] République du Burundi, Loi n°1/16 du 10 septembre 2011 portant révision de la loi n°1/006 du 26 juin 2003 portant organisation et fonctionnement des partis politiques, art. 7.

Tableau 01. Partis politiques burundais et leurs mouvements des jeunes

N°	Parti politique	Appellation des membres	Appellation du Mouvement des jeunes	Délimitation en âge
01	Parti de l'Unité pour le Progrès National : UPRONA	**Abadasigana**	Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore : Indarangavye	18 – 35
02	Front pour la Démocratie au Burundi: Sahwanya-FRODEBU	**Inziraguhemuka**	Intakangwa	18 – 35
03	Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Front de Défense de la Démocratie : CNDD-FDD	**Abagumyabanga**	Ligue des Jeunes Imbonerakure	18 – 35
04	Conseil National pour la Liberté : CNL	**Inyankamugayo**	Ivyuma vy'indege	18 – 35
05	Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie : MSD	**Imvugakuri**	Imurikirakuri	18 – 35
06	Conseil pour la Démocratie et le Développement durable au Burundi : CODEBU	**Abahizi**	Inserukarukamvye	18 – 35
07	Alliance Libérale Démocratique : ALIDE	**Imboneza**	Rubambaziroha	18 – 35
08	Parti Social-Démocrate : PSD	**Inzirabugunge**	Abakombozi	18 – 35
09	Forces Nationales de Libération : FNL	**Abanamarimwe**	Indarangavye	18 – 35
10	Alliance Nationale pour la Démocratie : AND	**Abasangirarugendo**	Abatabazi	18 – 35
11	FPI - Ineza	.....	.....	18 – 35
12	Front pour la Défense de la Démocratie : KAZE - FDD	**Abagumyabanga**	Abakonangwe	18 – 35
13	Rassemblement du Peuple Burundais : RPB	**Abanamarimwe**	Inkwarara	18 – 35

Source : Forum des Partis Politiques et entretiens avec certains responsables des partis politiques

Partant de toutes ces considérations, seront considérées comme jeunes, dans le cadre de la présente étude, les personnes dont l'âge est compris entre 18 et 35 ans. De fait, l'on pourrait penser que cette limite d'âge est simplement le reflet de la construction de la catégorie « jeunes » par les politiques et les organismes publics à laquelle se soumettraient les partis et les organisations de jeunesse, tout en contribuant par là même à la renforcer[24]. Néanmoins, il faudrait rester mesuré car ce serait oublier qu'étant donné que l'âge est « une donnée biologique socialement manipulée et manipulable », la jeunesse reste une catégorie sociale imparfaitement biologisée.

3. 4. Mouvements de jeunes aux appellations suspectes…

Rien qu'en analysant la signification que les aînés politiques ou les leaders partisans donnent aux mouvements intégrés des jeunes de leurs partis politiques respectifs, le contraste est saisissant si on les compare aux sens des appellations générales de membres. L'on y suspecte déjà la volonté de manipuler et d'instrumentaliser la jeunesse affiliée aux partis politiques sauf pour le MSD qui fait exception en cette matière. Ses membres s'appellent « Imvugakuri » (ceux qui disent la vérité), tandis que les jeunes portent le nom paisible de « Imurikirakuri » (ceux qui illuminent la vérité)[25].

Mais pour le reste des partis par exemples, au moment où les membres du FRODEBU s'appellent « Inziraguhemuka » (ceux qui ne trahissent jamais), les membres de son mouvement de jeunes s'appellent « Intakangwa » (ceux qu'on n'effraie jamais). Pour l'UPRONA, les adultes s'appellent les « Badasigana » (ceux qui sont toujours unis) mais les membres de sa JRR portent le nom de « Indarangavye » (ceux qui sont toujours aux aguets). Les « Abagumyabanga » (ceux qui gardent le secret) du CNDD-FDD ont préféré baptiser les membres de leur Ligue des jeunes « Imbonerakure » (ceux qui voient de loin l'ennemi – de leurs aînés)[26]. Les membres du CODEBU s'appellent « Abahizi » (héros ou distingués) alors que les jeunes de ce parti s'appellent « Inserukarukamvye » (ceux qui interviennent au moment où la bataille fait rage). Pour le parti ALIDE, ses membres portent l'appellation de « Imboneza » (leaders ou guides), tandis ses jeunes ont été baptisés « Rubambaziroha » (du nom du taureau qui dominent ou écrase tous les autres petits taureaux). De même, chez le parti AND, les membres s'appellent « Abasangirarugendo » (compagnons de route/lutte) alors que les jeunes traînent sur leurs têtes le nom de « Abatabazi » (ceux qui portent secours).

Et que dire de l'appellation de « Abakonangwe » (ceux qui castrent le léopard) donné aux jeunes du parti Kaze – FDD au moment où les adultes s'appellent tranquillement « Abagumyabanga » (ceux

[24] Le cas du parti FPI – Ineza est un cas particulier. Il est vrai que l'article 9 de ses statuts précise que « peut être admis comme adhérant à la FPI toute personne de nationalité burundaise âgée de dix-huit ans révolus qui en accepte les statuts et en fait la demande ». Cependant, Francis Rohero, président de ce parti indique que le FPI – Ineza n'a pas de catégorie d'âge dans ses rangs ; entretien en juin 2026.
[25] Cependant, il faudrait rester prudent car cette exception dans l'appellation ne signifie pas nécessairement qu'elle se concrétise dans la pratique. Pour plus d'informations à ce sujet, consulter par exemple https://www.iwacu-burundi.org/affrontements-violents-entre-policiers-et-jeunes-du-msd/, consulté le 26/08/2026.
[26] Entretien téléphonique avec le major Léonidas Hatungimana (juillet 2026), ex-leader combattant du CNDD-FDD.

qui gardent le secret)[27]. Ainsi, même s'il ne faudrait tout généraliser, ces appellations ne sont pas de bon augure pour la cohabitation pacifique entre les jeunes affiliés aux différents partis politiques au Burundi. Depuis l'approche des élections générales de 2010 jusqu'à aujourd'hui, les affrontements entre ces jeunes sont devenus monnaie courante[28].

3. 5. La constitution, la loi sur les partis et le code électoral, des textes muets sur la catégorie « jeune »

Généralement, en matière de participation et de représentativité politiques des groupes sociaux, on évoque souvent les femmes et les jeunes[29]. C'est d'ailleurs dans cet objectif que presque tous les partis politiques burundais, exception faite pour le FPI – Ineza, se sont dotés de mouvements de femmes et de jeunes non seulement comme cadres de mobilisation, mais aussi comme voies de promotion de la représentation politique de ces 2 groupes sociaux démographiquement majoritaires[30]. Or, au Burundi, si la constitution de juin 2018, la loi sur les partis de 2011 et le code électoral de 2024 évoquent avec précisions le niveau de représentation de la femme en politique, dans les instances dirigeantes des partis politiques ou sur les listes électorales, il n'en est pas ainsi pour la catégorie « jeune ».

Ainsi par exemple, en plus d'intégrer les textes internationaux ratifiés par le Burundi en matière d'égalité et de prohiber la discrimination liée au genre, la constitution reconnaît à tout Burundais, homme et femme, le droit égal de participer directement ou indirectement à la direction et à la gestion des affaires de l'Etat et d'accéder aux fonctions publiques (art. 13 et 16). De même, cette Loi fondamentale prévoit un minimum de 30% en deçà duquel la représentation des femmes ne peut pas aller au niveau du Gouvernement et du Parlement (art. 128, 169, 185)[31]. De son côté, la loi sur les partis du 10 septembre 2011 prévoit que dans leur fonctionnement, les partis politiques sont tenus de lutter contre l'exclusion sous toutes ses formes (art. 22) et précise que l'organe national et l'organe provincial de tout parti politique doivent être formés en tenant compte des diverses composantes ethniques et du genre de la population (art. 33). Toutes ces exigences en matière de la promotion de la participation politique de la femme se trouvent concrétisées dans le code électoral. Cela transparaît par exemple dans l'élection des députés et la composition de l'Assemblé nationale (art. 108)[32], dans la composition du Sénat burundais (art. 142) et dans l'élection des conseillers communaux ainsi que la composition du Conseil communal (art. 183 et 185).

A l'opposé donc de cette importance accordée à la participation politique de la femme burundaise, ces textes évoqués ci-haut ne disent rien sur la catégorie « jeune » en politique et rien n'est prévu pour les jeunes. Au contraire, ces lois semblent les écarter des instances dirigeantes du pays et des partis politiques. En son article 32, la loi sur les partis fixe à 25 ans révolus l'âge exigé pour être dirigeant et membre fondateur d'une formation politique au moment où la majorité politique reconnue par cette même loi est de 18 ans révolus. En outre, pour être candidat au poste de président de la République, le code électoral burundais exige l'âge de 40 ans révolus au moment de l'élection (art. 94, c), tandis qu'il exige 25 ans révolus au moment de l'élection pour être candidat député (art. 125, c), candidat conseiller communal (art. 187, c) et candidat conseiller de colline/quartier (173, c). Quant au candidat sénateur, il lui est exigé l'âge de 35 ans révolus au moment de l'élection.

S'il est vrai que certaines de ces fonctions politiques requièrent une longue expérience en politique[33], il est aussi indéniable que le législateur burundais ignore volontiers cette catégorie « jeune » en politique et surtout manifeste une volonté de lui barrer la route. L'on dirait même que ces textes de lois veulent confiner le jeune burundais au rôle de second plan dans la politique. La jeunesse en politique semble se confondre à la minorité civile. En réalité, tout tire son origine dans la loi sur les partis politiques qui exige 25 ans révolus pour être dirigeant et membre fondateur d'une formation politique au moment où la majorité politique reconnue par cette même loi est de 18 ans révolus. Il est souhaitable que cette situation soit revue et corrigé.

1

[27] Toutes ces informations sont le résultat des entretiens menés avec le président du Forum des Partis Politiques au Burundi, Félicien Nduwuburundi, ainsi qu'avec certains leaders des partis politiques burundais (juillet 2026).
[28] A titre d'exemples, cosulter Human Rights Watch (HRW), « Nous allons vous ligoter et vous abattre ». Les violences politiques restent impunies au Burundi, mai 2010, disponible au https://www.hrw.org/fr/report/2010/05/14/nous-allons-vous-ligoter-et-vous-abattre/les-violences-politiques-restent-impunies, consulté le 26/08/2026 ; Hakizimana Jean, Problématique de l'intolérance politique intra et interpartisane pour la période post-Arusha au Burundi (2000 – 2019), Mémoire de Master en Science Politique, Université du Burundi, octobre 2020.
[29] BLTP, La représentativité et la participation des femmes et des jeunes dans les cadres juridique et institutionnel des partis politiques, Bujumbura, avril 2017.
[30] Selon l'article 2 du Décret n°100/032 du 27 mars 2025 portant publication des résultats du RGPHAE – 2024, sur une population burundaise totale de 12 332 788 habitants, 5 901 069 sont des hommes (soit 47,8%), tandis que 6 431 719 sont des femmes (soit 52,2%).
[31] Au niveau de l'administration communale, la loi du 7 juin 2024 stipule que la Commission Electorale Nationale Indépendante veille à ce que les conseils communaux reflètent d'une manière générale la diversité ethnique et de genre de leur électorat et au moins un sur trois est une femme (art. 15). Bien plus, aucune des composantes ethniques n'est représentée à plus de 67% des administrateurs communaux au niveau national avec une représentation d'au moins 30% pour les femmes (art. 38).
[32] Selon cette disposition, l'Assemblée nationale compte au moins 100 députés à raison de 60% de Hutu et 40% de Tutsi, y compris un minimum de 30% de femmes élus au suffrage universel direct sur base de listes bloquées à représentation proportionnelle constituées de manière que pour trois candidats inscrits à la suite sur une liste, deux seulement appartiennent au même groupe ethnique et au moins un sur trois soit une femme.
[33] Mais Emmanuel Macron n'est-il pas devenu président de la France le 14 mai 2017 à l'âge de 39 ans seulement après une brusque ascension à la tête de son mouvement « En Marche » !

CHAPITRE 2. HISTORIQUE DE L'ENGAGEMENT EN POLITIQUE DES JEUNES BURUNDAIS

Comme nous venons de le voir précédemment, au Burundi, la manipulation et l'instrumentalisation des jeunes en politique est une réalité qui date de très longtemps. Au fur des ans, ce phénomène n'a cessé de gagner en intensité tout en s'adaptant aux différents moments ou périodes de vie intense politique ou de crises socio-politiques. Lorsque par exemple les échéances électorales approchent à grand pas, « ***des prémices de tensions politiques commencent à se faire voir, et la peur de voir les jeunes burundais manipulés, instrumentalisés (…) refait surface*** »[34].

De même, les moments de crises politiques majeures comme celui de 1972-1973, celui de 1993 et celui de 2015 ont été particulièrement marquants en matière de manipulation et d'instrumentalisation de la jeunesse car ils ont canalisé les jeunes dans des mouvements essentiellement de jeunes intégrés aux partis politiques. Dit autrement, parler de l'engagement en politique des jeunes burundais revient à retracer succinctement l'historique des trois (3) principales périodes du militantisme politique du Burundi avec tous leurs corollaires. En effet, la première période va de la période de la lutte pour l'indépendance des années 1960 jusqu'aux années du Renouveau démocratique en 1993. La deuxième période se situe entre 1993 et 2005 ; tandis que la troisième période part de 2005 jusqu'à aujourd'hui.

1. L'ENGAGEMENT EN POLITIQUE DES JEUNES DURANT L'ÂGE POLITIQUE DE 1960 À 1993

Dans la plupart des pays africains, l'engagement de la jeunesse en politique par la voie des partis politiques ne date ni d'hier et encore moins d'aujourd'hui. Il est né avec le militantisme lié à la lutte pour la décolonisation de l'Afrique et n'a cessé de se manifester à plusieurs autres moments forts de la politique en Afrique. Dans son préambule, la Charte Africaine de la Jeunesse le reconnaît « le rôle qu'a joué la jeunesse dans le processus de décolonisation, la lutte contre l'apartheid et, plus récemment, ses efforts pour encourager le développement et promouvoir les processus démocratiques sur le continent africains ».

Ce rôle s'est ainsi manifesté pour le cas du Burundi. Depuis les premières heures de la militance politique des années 1960 au cours de la lutte pour l'indépendance du Burundi, l'engagement et la clairvoyance de la jeunesse ont été d'une importance capitale. Mais à cette époque, l'on dirait qu'il ne pouvait en être autrement dès lors que la totalité de l'élite scolarisée se trouvait dans cette frange d'âge. Si l'on prend l'exemple du Parti de l'Unité pour le Progrès National, UPRONA, vainqueur des élections législatives du 18 septembre 1961 ayant conduit à l'indépendance du pays, tous ses leaders qui se sont succédé au sein des différents comités directeurs de ce parti de janvier 1960 à octobre 1961 avaient l'âge compris entre 28 et 40 ans. Lorsque le Prince Louis Rwagasore est devenu le 1er Premier Ministre en 1961, il n'avait que 29 ans ; Charles Ndizeye a détrôné son père Mwambutsa IV pour devenir Ntare V à l'âge de 19 ans ; en 1966, le Capitaine Michel Micombero a accédé aux fonctions de Premier Ministre, puis de 1er Président de la République à 26 ans seulement ; etc. Même si les autres chefs d'État qui ont suivi étaient moins jeunes que ces leaders de la période des indépendances, ils restaient néanmoins considérés comme relativement jeunes.

Néanmoins, cet engagement en politique de la jeunesse n'est pas resté que positif. Des années 1960 jusqu'à aujourd'hui, les cas où la jeunesse a fait objet de manipulation et d'instrumentalisation sont très nombreux. Jean Salathiel Muntunutwiwe qui parle de « la longue histoire de la mobilisation de jeunes ou le retour sur un passé qui ne passe pas »[35]. Déjà à titre d'exemple, en 1965, la « jeunesse Mirerekano » a massacré les civils tutsi des zones de Bugarama et de Busangana[36]. Selon plusieurs témoignages, dans la même logique, lors de la terrible crise de 1972-1973, le pouvoir en place a instrumentalisé la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore (JRR) dont le rôle a été particulièrement frappant.

L'historien Raphaël Ntibazonkiza fait remarquer qu'à côté de l'administration, l'armée, la police, la gendarmerie et surtout la Sûreté, il faut ajouter « les hordes de la JRR : presque tous les membres de cette organisation paramilitaire eurent les mains tâchées de sang. En effet, ce sont eux qui furent chargés par l'armée débordée d'exécuter les victimes à l'arme blanche… dès les premières semaines du génocide, ou de procéder à leur entassement dans les fosses communes ». Iwacu Le Magazine qui parle de la « JRR, un outil de la Répression » rejoint les mêmes témoignages. Voici ce qu'il écrit : « JRR nguvu ! », (JRR soyez fort !), c'était le slogan scandé par les militants de la Jeunesse révolutionnaire Rwagasore dans toute action musclée. Mouvement de jeunesse intégré à l'UPRONA, la JRR devient avec les événements de 1972, très active dans les purges. Les jeunes, très mobilisés, jouent le rôle d'auxiliaires de l'administration locale, de la police ou de supplétifs de l'armée. Les témoignages sont accablants »[37].

[34] https://www.jimberemag.org/manipulation-politique-jeunes-elections-burundi-2025/, consulté le 02 août 2026.
[35] Muntunutwiwe Jean Salathiel, art. déjà cité, p. 6.
[36] Pour plus de détails sur cet épisode, voir Ngayimpenda Evariste, Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960 – 1973), Bujumbura, Editions de la Renaissance, 2004 ; Chrétien Jean-Pierre et Dupaquier Jean-François, Burundi 1972 au bord des génocides, Paris, Karthala, 2007.
[37] Iwacu Le Magazine n°5, 1972. Massacres, répression, Enquêtes et témoignages, avril 2012, p. 19.

Photo 01. Défilé des membres de la JRR



Source : Photo https://burundi-forum org/40963/1972-le-concours-de-la-jrr-lors-du-genocide-a-amplifie-les-proportions-de-lhecatombe/, consulté le 31 juillet 2026.

Le même Magazine donne d'autres précisions : « Devenus une sorte de « fer de lance » ou de force à la disposition de l'administration, des jeunes militants hutu et tutsi de la JRR procèdent ensemble aux arrestations sous la supervision des commissaires ou des gendarmes. Des listes des personnes à arrêter sont données à ces jeunes fanatisés. Ce sont ces jeunes, la plupart mi-scolarisés, qui assurent les rondes nocturnes, irondo en langue nationale (peut-être du mot ronde, en français). Selon plusieurs témoignages, petit à petit, les jeunes hutu membres de la JRR, vont constater avec amertume que les leurs ne sont pas épargnés. Certains, pas tous, vont se retirer »[38]. Certainement que cette jeunesse socialisée avec ce genre d'actes et de comportements allaient avoir de sérieux problèmes de s'initier aux principes et valeurs de la démocratie et de l'État de droit.

2. LE RÔLE DE LA JEUNESSE EN POLITIQUE DURANT LA PÉRIODE DE 1993 - 2005

Cette période commence avec le Renouveau démocratique des années 1990 mais reste marquée principalement par la crise qui a suivie l'assassinat du président Melchior Ndadaye ainsi que ses plus proches collaborateurs. De même, durant la crise de 1993 suivie d'une longue guerre civile de plus d'une décennie, on a assisté au sommet de la mobilisation de jeunes car elle correspond à la radicalisation ethnique du champ politique consécutive au contexte du moment. À part la JRR affiliée au parti UPRONA et le PALIPEHUTU avec son mouvement intégré de la Jeunesse Patriotique Hutu (JPH) qui œuvrait dans la clandestinité, cette période voit également naître des mouvements armés composés majoritairement de jeunes hutu comme tutsi non scolarisés et déscolarisés. C'est le cas des organisations rebelles comme le CNDD-FDD, le FROLINA, des mouvements tels que PA – Amasekanya, les « Sans-Echecs », les « Chicago Bulls », les « Sans Esprit », les « Sans Défaite », etc.[39] Aux anciens mouvements d'obédience hutu qui étaient nés pour contester les régimes dits « tutsi » ayant dirigé le Burundi depuis 1966, il faut ajouter la Génération Démocratique du Burundi (GEDEBU) qui est une organisation active née au début des années 1990 sur initiative du parti FRODEBU. À en croire Alain Aimé Nyamitwe qui en a été une figure marquante à cette époque, la GEDEBU n'était pas « un mouvement intégré au parti FRODEBU à l'instar de la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore pour le parti UPRONA, mais une association plus ou moins indépendante ».

À ceux qui accusent la GEDEBU d'avoir trempé dans certaines exactions, Nyamitwe répond négativement : « La GEDEBU telle qu'elle a été conçue et telle qu'elle a existé, n'est pas une milice même si certains politiciens l'ont prétendu (…) Loin de nous la responsabilité du massacre perpétré aux différents campus de l'université nationale »[40]. Du côté des organisations d'obédience tutsi, il faut savoir que dans un premier temps les groupes de jeunes à majorité tutsi étaient nés comme des groupes « déviants » contestant l'autorité parentale.

Cependant, avec l'éclatement de la crise d'octobre 1993 et comme ils étaient déjà organisés et socialisés à la violence, ils ont été récupérés par les politiques tutsi qui les ont manipulés et utilisés comme des « outils de protection identitaire ». On a vu ces jeunes dans des opérations ville morte, dans des manifestations violentes, dans des actes de vandalisme et de pillage, d'assassinats ciblés, etc. La caractéristique commune aux deux types de groupements de ces jeunes – pro-Hutu comme pro-Tutsi –, c'est d'avoir été à la solde des acteurs politiques en manque de ressources politiques à faire valoir mais qui voulaient assouvir leurs intérêts sectaires. De ce fait, ces jeunes ont servi d'instruments d'application des stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir.

3. LE CNDD-FDD ET LES DYNAMIQUES DE MANIPULATION-INSTRUMENTALISATION DES JEUNES

Si cette période des turbulences et violences aux allures ethno-politiques de 1993 à 2005 est marquée par le face-à-face entre les jeunes hutu et tutsi, chaque groupe rangé de son côté, après l'accession au pouvoir de CNDD-FDD en août 2005, la situation a évolué autrement. La manipulation-instrumentalisation des jeunes n'était plus seulement d'ordre ethnique mais aussi et surtout politique, surtout que le CNDD-FDD chassait sur le même terrain électoral que le FRODEBU et le FNL/CNL. La Ligue des jeunes de ce parti, ancien mouvement rebelle de 1993 à 2003, a pris le dessus sur d'autres organisations des jeunes des autres formations politiques. Devenu une véritable machine-instrument du parti au pouvoir, la Ligue des Imbonerakure s'est affrontée avec les Jeunes Patriotes Démocratiques, les « JPD-In-

[39] Pour plus de détails à ce sujet, consulter Nsabimana D., Les organisations politiques des jeunes face aux jeux et enjeux du pouvoir central en Mairie de Bujumbura, Mémoire de Licence, Université du Burundi, 2003 ; Habimana A., L'instrumentalisation de la jeunesse dans le conflit burundais : cas des zones Ngagara et Kamenge de 1992 – 2000, Mémoire de Licence, Université du Burundi, 2007.
[40] https://www.iwacu-burundi.org/que-na-t-on-pas-dit-a-propos-de-la-gedebu/, consulté le 2 août 2026.

takangwa » du FRODEBU, les Mouvements des Jeunes Patriotes hutu, les « MJP-Ivyuma vy'indege » des FNL/CNL sans oublier les jeunes du MSD ainsi que les jeunes Imurikizi du parti UPD-Zigamibanga.

La crise du Troisième mandat du président Pierre Nkurunziza de 2015 a constitué également un autre tournant dans ce phénomène de manipulation-instrumentalisation de la jeunesse burundaise pour des gains politiquement sectaires. À quelques mois des élections générales de 2015, tous les signes prouvaient que les jeunes affiliés aux partis politiques restaient instrumentalisés et « des actes de violences étaient observés presque partout entre les jeunes du parti présidentiel « Imbonerakure » et ceux des autres formations politiques de l'opposition »[41]. L'intolérance était à son comble. Certains observateurs affirment que les organisateurs des manifestations étaient responsables de la cacophonie politique qui régnait à cette période et n'hésitent pas à souligner que « les manifs illustrent [bien] la manipulation politique en ce sens que les leaders ne se sont jamais présentés laissant la jeunesse occuper le terrain des contestations »[42].

Photo 02. Démonstration de force des Imbonerakure



Source : Photo https://www.iwacu-burundi.org/la-ligue-des-jeunes-imbonerakure-sinsurge-contre-le-mot-milice/, consulté le 02/08/2026.

Photo 03. Les Imbonerakure en défilé : « Imbonerakure Days », Edition 2025



Source : https://burundi-agnews.org/burundi-cndd-fdd-imbonerakure-day-celebre-ses-neuf-ans/, consulté le 30/08/2026

Photo 04. Conducteurs de tuk-tuk, taxi-motos et taxi-vélos pendant une manifestation du CNDD-FDD



Photo Iwacu du 06/12/2016, consulté le 08/07/2026

À part ces moments de crises, d'autres occasions servent également de mobilisation-manipulation des jeunes. Ce sont les cas, entre autres, de la journée du combattant généralement célébrée le 23 novembre de chaque année, des marches-manifestations publiques en soutien au régime en place (photo 04), de la fête de l'Imbonerakure Day (photo 03), etc. À toutes ces occasions, le parti au pouvoir ne rate pas d'occasion de marteler l'importance des jeunes burundais dans la vie socio-politique et économique du pays même si dans l'ensemble, ces discours élogieux envers la jeunesse ne s'accompagnent pas toujours d'actes concrets. Par exemple en 2022, lors de la 7ème édition de l'Imbonerakure Day qui a été célébrée le 26 août au Stade Nkurunziza Peace Park Complex Stadium de Gisenyi en province Burunga au sud du Burundi, le secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo, a déclaré que ces jeunes sont des héros, des piliers de la paix et du développement dans toute l'Afrique. Voici sa déclaration : « Nous encourageons tous les Imbonerakure (…). Continuez à être des héros, défendez l'honneur des Burundais et des Africains car vous êtes la lumière, vous êtes les piliers de la paix et du développement, vous êtes notre avenir »[43].

Bien encore, en plus de cette forme de militarisation-exploitation de la jeunesse, les jeunes affiliés aux partis politiques, principalement les Imbonerakure du CNDD-FDD, se substituent aux agents de l'administration territoriale, de la justice, de la défense et de sécurité, etc. Ils s'adonnent également aux actes de rançonnage et de corruption envers la population et tout cela en toute impunité.

[41] https://www.iwacu-burundi.org/manipulation-politique-une-triste-realite-chez-les-jeunes-leaders/, consulté le 02/08/2026.
[42] Idem.
[43] https://fr.africanews.com/2023/08/28/burundi-celebration-du-imbonerakure-day//, consulté le 4 août 2026.

Les exactions que commettent ces jeunes ainsi que ces comportements déplacés sont dénoncés depuis plusieurs années et les Imbonerakure ont fini par être qualifiés de milices par divers acteurs qui voient en eux des supplétifs des forces régulières pouvant plus facilement intimider, menacer ou agresser ouvertement que ne pourraient le faire des agents de la PNB, de la FNDB ou du SNR. En avril 2015, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, en passage à Bujumbura, a parlé de « milice » pour désigner un groupe du mouvement de la Ligue des jeunes Imbonerakure. Il l'a dit en ces termes : « Ce ne sont pas les Imbonerakure en général, c'est la milice de ce groupe. Et c'est celle-là qui nous préoccupe le plus. Ce n'est pas le mouvement politique en soi mais une partie de celui-ci, une milice. Ces groupes de jeunes adoptent un langage qui sème la haine. La Communauté internationale ne l'encourage pas »[44].

Comme nous venons de le voir, les jeunes ont constitué et constituent toujours une catégorie facilement manipulable et instrumentalisable en politique. En effet, à cette étape de la vie d'une personne, « l'être humain est à la fois malléable psychologiquement et vigoureux physiquement. Il est volontiers idéaliste, à la recherche des repères que peut lui procurer une autorité qui sait le prendre en main. Il entend aussi se fondre dans son groupe d'âge pour faire comme les autres »[45]. De ce fait, les jeunes deviennent des canaux de diffusion des idéologies partisanes surtout qu'ils sont facilement recrutés compte tenu de leurs situations quotidiennes. Or, l'idéologisation de ces jeunes cache très mal les objectifs de l'activité politique surtout en période préélectorale où elle vise la construction d'un espace d'adhésion et de contrôle des voix. Il devient alors clair que pour les acteurs de la vie politique, partis d'opposition et gouvernementaux, les chances de gagner les élections restent étroitement liées à la capacité de procéder à une socialisation politique des jeunes délégitimant ou légitimant les gouvernants.

CHAPITRE 3. DYNAMIQUES ET ENJEUX DE LA MANIPULATION DES JEUNES EN POLITIQUE : RÉALITES ET ANALYSE INTERPRÉTATIVE

« Il s'agit plutôt d'interroger cette économie des pratiques politiques visant à inscrire ces partis dans le champ politique des luttes concurrentielles légitimes pour l'accès à l'État comme processus d'accumulation et de concentration de différentes espèces de capital notamment le capital de force physique, policière, juvénile, etc. Ainsi, les jeunes deviennent un capital investi dans le champ afin d'accumuler des soutiens. Ils sont utilisés pour assurer une appropriation du capital « réputationnel » du parti, la visibilité partisane ».
Sindjoun Luc (dir.), Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire, Coédition NENA/CODESRIA, 2019.

La manipulation-instrumentalisation des jeunes en politique au Burundi est un phénomène multidimensionnel et multifactoriel. Certains facteurs dépendent des jeunes eux-mêmes, d'autres de leurs aînés politiques, tandis que d'autres, enfin, tirent leur existence de l'inefficacité ou de l'insouciance des organes de l'État et de ses lois. Au cours de ce chapitre, il sera question de chercher à comprendre les tenants et les aboutissants de ce phénomène qui reste toujours présent dans les comportements politiques des acteurs politiques burundais ainsi que les moyens de résilience que peut envisager la jeunesse burundaise pour y faire face.

1. PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DE L'ÉCHANTILLON

L'analyse s'appuie sur les résultats de l'enquête menée auprès de 236 étudiants dont certaines caractéristiques sont les suivantes :

1° Au niveau de la répartition selon le sexe, l'échantillon de 236 enquêtés comprend 122 individus de sexe masculin (soit 51,7%) et de 108 individus de sexe féminin (soit 45,8%) ; tandis que 6 individus d'entre eux n'ont rien marqué dans cette rubrique (soit 02,5%).

2° En ce qui concerne le lieu des enquêtés, les 236 individus se répartissent inégalement au sein de deux établissements d'enseignement supérieur, en l'occurrence l'Université du Burundi (UB) et l'Université du Lac Tanganyika (ULT), toutes 2 situées à Bujumbura. À l'UB, le questionnaire d'enquête a été administré à 144 étudiants (soit 61%), tandis qu'à l'ULT il a été administré à 92 étudiants (soit 39%) de tout

[44] https://www.iwacu-burundi.org/la-ligue-des-jeunes-imbonerakure-sinsurge-contre-le-mot-milice/, consulté le 04 / 08/2026.
[45] Sémelin Jacques, Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et des génocides, Paris, Le Seuil, 2005.

l'échantillon.

Néanmoins, l'on avait souhaité étendre l'enquête de cette étude jusqu'aux jeunes burundais se trouvant en exile dans les différents camps de réfugiés, en l'occurrence en République-unie de Tanzanie, au Rwanda, en Ouganda, etc. mais les conditions de l'administration du questionnaire d'enquête ne nous l'ont permis. Toutefois, cette extension de l'enquête à cette catégorie de jeunes reste nécessaire car elle aurait permis d'enrichir davantage les réponses quant aux perceptions de ces jeunes par rapport à la problématique de manipulation-instrumentalisation des jeunes en politique ainsi que les moyens de résilience et d'innovations qu'ils envisagent pour y faire face. Nous espérons que cette limite pourra trouver solution en envisageant une autre étude ultérieure et complémentaire à celle-ci.

3° Sur les 2 institutions universitaires, l'enquête s'est beaucoup focalisée sur les étudiants du cycle des Baccalauréats (1ère, 2ème et 3ème années) même si elle s'est étendue un tout petit peu sur six étudiants de Master 1 en Science Politique et Relations Internationales de l'UB et 1 étudiant de Master 2 en Traduction et interprétation. Bien plus, les enquêtés se trouvent dans des facultés, départements et filières différents : Faculté des Sciences de Gestion et d'Economie Appliquée (FSGEA) ; Faculté des Sciences Sociales et Politiques (FSSP) – Science Politique, Communication organisationnelle ; Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH) – Journalisme et communication, Langues et Littérature Française ; Faculté des Sciences Politiques et Juridiques (FSPJ) – Science Politique, Relations Internationales et Diplomatie ; Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG) ; Groupe des Sciences (GS) ; etc.

4° En ce qui concerne l'appartenance politique, sur les 236 enquêtés, seuls 62 individus ont déclaré appartenir à un parti politique (soit 26%), 153 individus ont déclaré ne pas appartenir à un parti politique (soit 64,8%) et 21 individus n'ont rien déclaré à ce sujet (soit 08,8%).

5° Quels sont les forces et les faiblesses de cet échantillon ? Les individus composant cet échantillon se retrouvent tous dans le même milieu : le monde universitaire. Cependant, si en apparence l'ensemble de cet échantillon présente la faiblesse de ne pas être diversifié, en réalité, il ne l'est pas car il renferme plusieurs formes de diversités. En effet, ces 236 individus se répartissent dans les deux genres, dans plusieurs partis politiques, dans plusieurs provinces et communes d'origines, dans une tranche d'âge allant de 18 ans à 35 ans ainsi que dans des disciplines et niveaux de formations différents. Enfin, ce monde universitaire nous a offert un grand avantage de travailler avec des individus d'un certain niveau intellectuel d'analyse étant donné que certains d'entre eux sont directement impliqués dans ces comportements des jeunes manipulés et instrumentalisés (victimes ?), tandis que d'autres en sont des témoins oculaires.

6° Malgré cette diversité structurelle, les réponses ont été largement indépendantes de l'une ou l'autre appartenance. Par exemple, on ne trouve pas de particularités en réponses pour les enquêtés de l'UB par rapport à ceux de l'ULT, ou de différences particulières entre les filles et les garçons, ni entre les répondants des différents facultés et départements des 2 universités, etc.

2. PRÉSENTATION ET ANALYSE INTERPRÉTATIVE DES RÉSULTATS DE TERRAIN

La présentation des résultats suit l'ordre des questions telles que posées sur le questionnaire (voir annexe). Toutefois, il convient de préciser d'avance que, comme cela transparaît sur le questionnaire, de la 1ère à la 7ème question, l'enquêté choisissait les trois réponses qui lui paraissaient meilleures parmi les cinq propositions qui avaient été formulées. Après le dépouillement et afin de faciliter la lecture des résultats récoltés sur le terrain, les réponses sont présentées sous forme de tableau et par ordre décroissant suivant le nombre de voix que chaque réponse a récoltées, c'est-à-dire du plus grand pourcentage au plus petit[46]. Le pourcentage de chaque réponse se calcule en multipliant ses voix obtenues par 100 et en divisant le tout par le chiffre 236 qui représente le nombre total des répondants. Les non-réponses sont considérées comme nulles d'office et ne transparaissent pas sur le tableau. En revanche, les questions 8 et 9 n'autorisent qu'une seule réponse chacune. Dans tous les cas, chaque tableau sera suivi par une série d'observations interprétatives en guise d'analyse des résultats.

[46] C'est cette façon de faire, c'est-à-dire choisir 3 réponses qui paraissent les mieux indiquées pour chaque question (de la 1ère à la 7ème question), qui fait que le total des pourcentages dépasse les 100% dans le tableau.

2. 1. Les causes qui font que les jeunes acceptent d'être à la solde des politiques

Tableau 02. Les principales causes qui font que les jeunes acceptent d'être à la solde des politiques ?

N°	Quelles sont les principales causes qui font que les jeunes acceptent d'être à la solde des politiques ?	Réponses	Réponses en %
01	L'extrême pauvreté qui frappe les jeunes et qui les pousse à accepter d'être instrumentalisés	218	92
02	Les jeunes conçoivent la politique comme la voie la plus sûre de s'enrichir facilement	170	72
03	Les jeunes sont désespérés et ont perdu espoir en l'avenir de leur vie future	166	70
04	L'analphabétisme et l'ignorance	100	42
05	Les us et coutumes qui font que les jeunes soient considérés comme des enfants en politique	39	16,5

L'analyse de ce tableau des causes qui font que les jeunes acceptent d'être à la solde des politiques fait ressortir 3 causes principales les plus souvent citées par les répondants à savoir l'extrême pauvreté (92%), la conception de la politique comme la voie la plus rapide pour gagner sa vie (72%), ainsi que la perte de tout espoir en l'avenir (70%). Ces 3 motifs se classent dans une même catégorie : celle de vouloir gagner sa vie chez des jeunes qui voient que leur vie se durcie de plus en plus et qui sont déçus par les politiques qui ne les rassurent pas quant à leur avenir. Dr. Thierry Ingabire, président du Conseil National de la jeunesse du Burundi (CNJB) corrobore cette réalité. Selon Jimbere Magazine, chaque fois qu'il y a affrontements physiques lors des rassemblements ou manifestations politiques, ce sont toujours les jeunes mis sur le devant de la scène, qui payent le prix fort et non les vieux briscards. Et Jimbere Magazine de se poser la question de savoir pourquoi ? Selon Dr. Thierry Ingabire, cela résulte des difficultés économiques des jeunes liées au chômage ou encore à la recherche d'insertion professionnelle. Ingabire affirme que « cette situation les rend beaucoup plus vulnérables aux manipulations des politiques mal intentionnés qui leur promettent monts et merveilles, argent, avantages politiques, emplois, etc. »[47].

L'analphabétisme et l'ignorance occupent, eux aussi, une place non négligeable, à juste titre, car en effet, « l'ignorance des masses est la première force des dirigeants », tandis que « tout flatteur vit aux dépends de celui qui l'écoute ». Le président du CNJB renforce encore une fois cette idée soutenue par 42% des enquêtés. Dans l'entendement de Thierry Ingabire, aux difficultés économiques s'ajoutent l'ignorance et l'immaturité politique des jeunes avec une forte volonté d'appartenir à un groupe. « Si le choix n'est pas mûrement réfléchi, ils peuvent tomber dans le panneau sans oublier l'influence des medias sociaux (cas des Fakenews), et le manque d'information suffisantes »[48].

Mais pourquoi est-ce que les répondants n'ont pas accordé une importance capitale à cet aspect ? Premièrement, dans un pays où la grande partie des jeunes sont non scolarisée ou ont un niveau d'instruction très limité, ce facteur trouve sa place mais perd en même temps son importance du fait que même les jeunes qui sont dans les différentes universités et autres enseignements supérieurs se laissent eux aussi manipuler et instrumentaliser. Ce qui devrait être un atout disparaît devant la force de l'idéologie ethno-politique. Deuxièmement, il faut rappeler le discours officiel des autorités du pays et du parti au pouvoir qui dévalorise l'instruction et présente de longues études débouchant aux diplômes importants de Master et Doctorat comme étant inutiles[49]. Troisièmement et enfin, il faut rappeler qu'être ignorant ne signifie pas nécessairement n'avoir pas été à l'école de quelque niveau que ce soit. L'on peut avoir de grands diplômes mais rester sans culture, c'est-à-dire fermé sur soi-même, sans ouverture au monde. Un ignorant est quelqu'un qui n'est pas avisé de quelque chose, quelqu'un sans culture, donc une personne inculte. Or, en poussant un peu plus loin l'analyse, vu que les enquêtés sont à 100% étudiants d'universités mais en prenant en considération également ce discours socialisant des autorités dénigrant la culture intellectuelle, nous pouvons supposer que justement le faible niveau intellectuel des répondants et surtout leur manque de culture ou d'ouverture au monde (politique) – leur ignorance ou presque – ne leur permettent pas de déceler que cet aspect est un facteur de taille dans la manipulation et l'instrumentalisation des jeunes burundais en politique. En fin de compte, les réponses de ce tableau semblent se recouper parfaitement avec celles du tableau suivant en rapport avec les voies et moyens utilisées pour manipuler les jeunes.

[47] https://www.jimberemag.org/manipulation-politique-jeunes-elections-burundi-2025/, consulté le 02 août 2026.
[48] Idem.
[49] A ce sujet, les sorties médiatiques du président de la République, Evariste Ndayishimiye, du Secrétaire général du CNDD-FDD, Révérien Ndikuriyo, ainsi que de certains ministres et autres autorités du pays, en sont plus que parlantes.

2. 2. Les voies et moyens utilisés pour manipuler et instrumentaliser les jeunes

Tableau 03. Les voies et moyens utilisés pour manipuler et instrumentaliser les jeunes

N°	Quels sont les voies et moyens utilisés pour manipuler et instrumentaliser les jeunes ?	Réponses	Réponses en %
01	Ils leur promettent du travail dans l'avenir	221	93,6
02	Ils les manipulent en utilisant l'argent ainsi que d'autres dons divers (boissons, aliments, etc.)	181	76,6
03	Ils exploitent les liens parentaux et familiaux qu'ils entretiennent avec certains d'entre eux	132	56
04	Ils les manipulent sur base des enseignements divisionnistes basés sur les appartenances régionales, ethniques, politiques, etc.	77	32,6
05	Ils commencent par semer la zizanie entre les jeunes afin de les diviser	73	31

D'après les répondants, ce sont les promesses du travail dans l'avenir (93,6%), l'utilisation de l'argent et d'autres formes de dons et cadeaux (76,6%) ainsi que l'exploitation des liens parentaux et familiaux (56%) qui constituent les 3 principaux voies et moyens qu'utilisent les acteurs politiques burundais pour s'attirer la sympathie des jeunes et, partant, les utiliser pour leurs propres intérêts. Encore une fois, ces 3 réponses rentrent dans le même domaine car, même la troisième qui évoque les relations parentales et familiales renvoie au fait que ces liens sont évoqués pour promettre et garantir un avenir aux jeunes. En faisant ces promesses et en donnant ces cadeaux de diverses formes, les aînés politiques parviennent à maintenir sous leur dépendance les jeunes. À son tour, ce lien de dépendance pousse les jeunes à considérer la présence de leurs « manipulateurs » comme étant inéluctablement indispensable pour leur vie présente et pour leur avenir. Dans un pays où le chômage des jeunes scolarisés et non scolarisés explose chaque année, où les jeunes ont perdu l'espoir du lendemain et s'exilent massivement vers tous les coins du globe à la recherche d'un avenir meilleur, ces 3 premières réponses sont sans conteste bien logiques.

Spécifiquement, la 2ème réponse relative à l'utilisation de l'argent ainsi que d'autres dons divers (boissons, aliments, pagnes, etc.) se concrétise souvent lors des rassemblements de plusieurs formes que les leaders partisans organisent à plusieurs niveaux à l'intention de leurs membres : les fêtes du parti, les marches-manifestations, les événements folkloriques et sportifs, les festivals, etc[50]. Ces distractions permettent aux adhérents en général, et aux jeunes en particulier, de renouer ou renforcer les liens partisans et pourquoi pas familiaux avec leurs aînés politiques. En même temps, ces rassemblements servent à distinguer les uns des autres, c'est-à-dire les « nous » et les « eux ». Ils excluent alors les gens qui n'appartiennent pas à tel ou tel autre parti, soudent les membres de certains partis au niveau local par le processus de séduction d'autres jeunes qui viennent agrandir les rangs du parti. Parfois, ces activités s'accompagnent par des chansons d'endoctrinement entonnées en chœur[51].

Par ailleurs, la manipulation et l'instrumentalisation des jeunes par voies d'enseignements divisionnistes liés à l'histoire douloureuse du pays – ceci renvoie à une sorte d'intolérance – ainsi que la stratégie de diviser et affaiblir les jeunes en semant la zizanie entre eux pour mieux les soumettre et les dominer, sont eux aussi des procédés qui ont été relevés, même s'ils ne font pas le poids comme les 3 premiers (cf. photo n°05 ci-dessous). Il n'est pas surprenant de voir ces deux stratégies aller de pair car, dès lors que l'union fait la force, il faut casser cette union pour bien affaiblir et mieux contrôler.

Photo 05. Un « monument » du CNDD-FDD portant les dates des crises meurtrières de l'histoire du Burundi avec des écriteaux y relatifs



Traduction des écriteaux sur le monument : 1972 twarumvise = 1972 nous avons entendu ; 1988 twarabwiwe = 1988 on nous a raconté ; 1993 twarabonye = 1993 nous avons vu ; 2015 twaratahuye = 2015 nous avons compris ; Mwemere tubane mu mahoro = acceptez que nous cohabitions en paix ; Mana hezagira Uburundi n'Abarundi bose = Dieu béni le Burundi et tous les Burundais.

[50] Martin Denis-Constant « Fêtes politiques », Revue française de science politique, vol. 45, n° 6, 1995.48
[51] Muntunutwiwe Jean Salathiel, art. déjà cité, p. 7.

Ce genre de constructions appelées abusivement, à notre avis, « monuments » se trouvent éparpillées dans tous les coins et recoins du pays toujours avec des écriteaux qui font référence à la force armée ainsi qu'à l'hégémonie du parti au pouvoir depuis 2005, le CNDD-FDD, tout en agitant la vieille corde de divisions ethniques. Cette stratégie vise à enfermer les jeunes dans des « assignations à résidences identitaires ».

2. 3. Les comportements qui caractérisent les jeunes manipulés par les politiques

Tableau 04. Les comportements qui caractérisent les jeunes manipulés par les politiques

N°	Quels sont les comportements qui caractérisent les jeunes manipulés par les politiques ?	Réponses	Réponses en %
01	Persécuter les membres des autres partis politiques ou d'ethnie différente de la leur	198	83,8
02	Se substituer aux agents de l'administration, de l'ordre, de la justice, etc.	189	80
03	Rançonner la population et s'adonner aux actes de corruption impunément	171	72,5
04	Se calomnier mutuellement ou s'affronter entre eux	69	29
05	Faire des entrainements militaires ou utiliser des effets militaires	66	28

En rapport avec les comportements qui caractérisent les jeunes manipulés et instrumentalisés, les 3 réponses privilégiées par les enquêtés peuvent être classées en 2 catégories. En effet, si persécuter les membres des autres partis politiques ou d'ethnie différente de la leur (83,3%) relève de l'intolérance sous ses diverses formes et de la volonté d'écarter et discriminer l'autre (afin qu'il ne partage pas avec toi), se substituer aux agents de l'administration, de l'ordre, de la justice, etc. (80%) et rançonner la population ainsi que s'adonner aux actes de corruption impunément (72,5%) rentrent dans le cadre de vouloir gagner sa vie par n'importe quel moyen, surtout que les jeunes conçoivent la politique comme la voie la plus sûre de s'enrichir facilement (cf. tableau 1). Ces pratiques qui sont devenues monnaie courante surtout chez les Imbonerakure membres de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir, le CNDD – FDD, font très mal à la population burundaise qui fait face à ces injustices et agissements illégaux non punis. En mai 2015, FIDH et Ligue ITEKA soulignaient que « les Imbonerakure menacent, intimident, agressent en toute impunité avec la complicité des forces de polices et autres agents de l'État »[52].

Notons tout de même que ce comportement des membres de la Ligue des jeunes Imbonerakure du CNDD-FDD n'est pas l'apanage du Burundi seulement, il s'observe également dans certains autres pays africains. En juin 2026, Nafissa Amadou, journaliste au programme francophone de la Deutsche Welle, a rejoint cette observation et a noté que derrière leur rôle de mobilisation politique, certaines ligues de jeunesse sont pointées du doigt pour des actes de violence, d'intimidation et des pratiques assimilées à des milices. Dans plusieurs pays africains, certaines ligues de jeunesse ne sont plus de simples mouvements d'encadrement politique, elles deviennent des outils de pouvoir »[53]. La journaliste donne l'exemple de la République Démocratique du Congo (RDC) où la Force du Progrès, proche de l'UDPS, était régulièrement accusée de violences et d'intimidations, non seulement contre les opposants, mais parfois aussi contre des membres de leur propre parti. François Polet, auteur d'une thèse en sociologie sur les nouvelles formes de militantisme de la jeunesse en RDC explique bien ce comportement : « Ils n'hésitent pas non plus à exercer des intimidations physiques sur les cadres de l'UDPS qui, à leur sens, s'écartent des mots d'ordre présidentiels ou font montre d'un manque de loyauté vis-à-vis d'Etienne puis de Félix Tshisekedi. Certains cadres ont été passés à tabac par les combattants des Forces du progrès »[54]. Du temps de Joseph Kabira, il y avait des « Bérets Rouges ».

Il en est de même en Côte d'Ivoire où les mouvements des jeunes ont parfois été accusés d'aller trop loin dans les violences. Par exemple, « Les Jeunes Patriotes, mouvement proche de l'ancien président Laurent Gbabo et dirigé à l'époque par Charles Blé Goudé, ont été cités dans plusieurs accusations de violences pendant les crises politiques et post-électorales entre 2002 et 2011. L'existence de ces groupes fragilise le débat démocratique car ces mouvements contribuent souvent à instaurer un climat de peur et de méfiance ». Pour Valérie Masumbuko qui évoque le cas des Imbonerkure du Burundi, « les gens ont parfois peur de parler parce qu'on ne sait pas qui est Imbonerakure (…) C'est ça le caractère non identifiable de ces milices-là ». En outre, selon toujours Masumbuko, étant donné que ce phénomène est lié aux pouvoirs qui ne veulent pas céder ou qui tendent vers la dictature, la volonté de mettre fin à ces milices n'y est pas « parce que ceux qui dirigent en tirent profit. Ces groupes sont utilisés pour installer la peur et permettre au pouvoir de se maintenir au détriment de la volonté populaire »[55].

[52] FIDH-Ligue ITEKA, Burundi : éviter l'embrasement. Rapport d'enquête, mai 2015, p. 22.
[53] https://www.dw.com/fr/ligues-de-jeunesse-africaines-entre-engagement-violence/a-77464704, consulté le 03 août 2026.
[54] Polet, F. (2024). L'émergence de la Lucha et des mouvements citoyens. Un nouvel usage militant de l'international en République démocratique du Congo [Doctoral thesis, ULg - Université de Liège]. ORBi-University of Liège. https://orbi.uliege.be/handle/2268/313678; https://hdl.handle.net/2268/313678
[55] Pour plus de détails sur ces cas, voir https://www.dw.com/fr/ligues-de-jeunesse-africaines-entre-engagement-violence/a-77464704, consulté le 03 août 2026

2. 4. Les atouts des jeunes pour jouer un rôle de premier plan en politique

Tableau 05. Les atouts des jeunes pour jouer un rôle de premier plan en politique

N°	Quels sont les atouts des jeunes pour jouer un rôle de premier plan en politique ?	Réponses	Réponses en %
01	La plupart de jeunes ont eu la chance de pousser leurs études plus loin	165	70
02	Ce sont les jeunes qui maîtrisent les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) dont les leaders des partis politiques ont besoin	160	67,7
03	Les jeunes n'ont pas vécu les différentes crises meurtrières ayant endeuillé le pays	159	67,3
04	Les jeunes constituent la tranche la plus nombreuse de la population burundaise	141	57,7
05	Les jeunes ne se sont pas encore rendus coupables d'exactions politiques (mains propres)	76	32

Sur la question des atouts dont disposent les jeunes et qui devraient constituer leur bouclier contre leur manipulation-instrumentalisation en politique, notamment au sein des partis politiques, les répondants font émerger 3 principales causes sans beaucoup d'écart de voix entre elles. Les jeunes ne devraient pas se laisser manipuler par leurs aînés politiques car ils ont eu la chance de pousser leurs études plus loin (70%), ils maîtrisent les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) dont les leaders des partis politiques ont besoin (67,7) et ils n'ont pas vécu les différentes crises meurtrières ayant endeuillé le pays (67,3). La première réponse relative au niveau d'études rejoint les observations que nous avons émises à la 1ère question en ce qui concerne l'analphabétisme et l'ignorance. En effet, malgré un nombre considérable de jeunes ayant atteint le niveau d'études des humanités (générales/techniques) ou même universitaires, la socialisation et l'idéologisation entretenues par le CNDD-FDD fonctionnent indistinctement pour les jeunes non scolarisés et ceux scolarisés, harmonisant ainsi leurs agissements. La fameuse organisation des « Ibiswi vy'inkona » (les aiglons), jeunes (petits) du CNDD-FDD de moins de 12 ans, en est l'exemple parlant.

Par ailleurs, les répondants placent en 2ème position le fait que les jeunes maîtrisent les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) dont les leaders des partis politiques ont besoin. Cet atout devrait aussi les aider à faire valoir leur importance au sein des partis politiques. De son côté, l'historien Eric Ndayisaba, Professeur d'Histoire à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) va dans le même sens et propose aux jeunes burundais de s'ouvrir au monde extérieur notamment par l'utilisation des canaux numériques afin de s'instruire et surtout saisir les opportunités qu'offre le monde contemporain sur les plans de l'apprentissage, du savoir et du savoir-être. « On doit sortir du cadre strictement burundais pour intégrer de nouveaux horizons, de nouvelles manières de penser et d'être » et plus que jamais, le numérique constitue aujourd'hui un atout important pour l'intégration de la jeunesse dans le monde, davantage plus vaste, au-delà des frontières nationales[56].

Socialement, le fait de n'avoir pas vécu les différentes crises meurtrières ayant endeuillé le pays trouve son importance car, cela devrait aider les jeunes à ne pas céder aux enseignements tribalistes et ainsi garder les mains propres en politique. Enfin, l'avantage d'être la tranche la plus nombreuse de la population burundaise qui recueille seulement 57,7% des répondants prouve que cet atout est très mal exploité par les jeunes burundais dans leur vie et dans leur militantisme politiques. Thierry Ingabire, président du CNJB, quant à lui, trouve qu'effectivement, « les jeunes sont mieux outillés aujourd'hui plus qu'hier » car ils « possèdent toutes les armes pour ne pas tomber dans le panneau de la manipulation ». Néanmoins, Ingabire place ses explications sur un autre registre : le plan institutionnel. « Et pour cause, avance-t-il, l'obtention en avril 2022 par le Burundi de la présidence du Conseil de paix et sécurité de l'Union Africaine et le plébiscite du Président Evariste Ndayishimiye comme Champion de l'Agenda « Jeunes, paix et sécurité » au terme des assises de la 1080ème réunion du Conseil Paix et Sécurité, suffisent pour que les manipulations politiques des jeunes ne trouvent plus de place au Burundi »[57].

[56] https://www.jimberemag.org/manipulation-politique-jeunes-elections-burundi-2025/, consulté le 02 août 2026.
[57] https://www.jimberemag.org/manipulation-politique-jeunes-elections-burundi-2025/, consulté le 02 août 2026. Bien évidemment, il ne faudrait pas tomber dans le piège de la propagande politique qu'Ingabire est en train de mener en faveur du CNDD-FDD et du président Ndayishimiye. Sinon ces 2 faits qu'il évoque, à eux seuls, ne signifient rien s'ils ne sont pas suivis par des actes concrets.

2. 5. Les enseignements dont les jeunes ont le plus besoin dans leur vie et dans leur avenir

Tableau 06. Les enseignements dont les jeunes ont le plus besoin dans leur vie et dans leur avenir

N°	Quels sont les enseignements dont les jeunes ont le plus besoin dans leur vie et dans leur avenir ?	Réponses	Réponses en %
01	Les enseignements en rapport avec le leadership responsable et la bonne gouvernance	183	77,5
02	Les enseignements en rapport avec la cohabitation pacifique malgré nos différences	176	74,5
03	Les enseignements en rapport avec les droits et devoirs de tout citoyen	117	49,5
04	Les enseignements concernant la prudence et l'analyse des rumeurs et fausses informations	117	49,5
05	Les enseignements en rapport avec la bonne exploitation des réseaux sociaux	99	42

Dans cette rubrique des enseignements dont les jeunes ont le plus besoin dans leur vie et dans leur avenir, il s'est agi de choisir les meilleures réponses aux véritables problèmes qui hantent les jeunes burundais dans leur bataille d'un avenir meilleur. Si dans leur ensemble les 5 propositions de réponses ont recueilli un nombre de voix satisfaisant de la part des répondants (aucune proposition n'a eu moins de 40%), deux d'entre elles sortent du lot prioritairement. Du point de vue des enquêtés, les enseignements en rapport avec le leadership responsable et la bonne gouvernance (77,5%) ainsi que ceux qui se rapportent à la cohabitation pacifique malgré les diverses formes de différences entre les gens (74,5%) sont prioritaires pour les jeunes burundais en quête de leur avenir.

À ce niveau, force est de constater que ce 2 types d'enseignements privilégiés par les enquêtés semblent venir comme des réponses aux problèmes soulevés au niveau des comportements des jeunes manipulés et instrumentalisés, à savoir « persécuter les membres des autres partis politiques ou d'ethnie différente de la leur (83,8%), se substituer aux agents de l'administration, de l'ordre, de la justice, etc. (80%) et rançonner la population et s'adonner aux actes de corruption impunément (72,5%) ». Les enseignements en rapport avec les droits et devoirs de tout citoyen rentrent, eux aussi dans la catégorie de la bonne gouvernance ; tandis que ceux concernant la prudence et l'analyse des rumeurs et fausses informations (exæquos avec les précédents avec 49,5%) se rapprochent des enseignements en rapport avec la bonne exploitation des réseaux sociaux (42%).

Au sujet de ces enseignements dont les jeunes ont besoin dans leur vie et dans leur avenir, Thierry Ingabire explique que le CNJB qu'il préside encourage les jeunes à une participation active en politique, organise des dialogues intergénérationnels sur l'appui et la mise en œuvre de l'agenda jeunesse, paix et sécurité dans la région des Grands Lacs : un dialogue entre les jeunes et les mécanismes locaux de médiation ou de prévention, résolution des conflits ; tout cela afin de mieux outiller les jeunes contre d'éventuels manipulateurs. Bien plus, le CNJB organise des séances auprès des jeunes sur l'usage responsable des réseaux sociaux et le partage d'informations sûres et vérifiées[58].

2. 6. Les lieux où les jeunes peuvent émettre leurs idées librement et sans craintes

Tableau 07. Les lieux où les jeunes peuvent émettre leurs idées librement et sans craintes

N°	Quels sont les lieux où les jeunes peuvent émettre leurs idées librement et sans craintes ?	Réponses	Réponses en %
01	Au cours des réunions du Conseil National de la jeunesse au niveau national (CNJB)	173	73
02	Au cours des émissions et interviews dans les différents médias : radio, télévision, journaux, etc.	121	51
03	Au cours des réunions qui seraient organisées entre les jeunes et les responsables étatiques ou des partis politiques	101	42,7
04	Sur les réseaux sociaux	88	37
05	Au cours des réunions organisées à l'intention des jeunes membres des mouvements affiliés aux partis politiques	99	42
06	Nulle part (réponse surprise)	31	13

Malgré la teneur des réponses d'apparence normale, l'endroit où les jeunes peuvent s'exprimer librement sans crainte a posé beaucoup de problèmes aux répondants. Comme cela transparaît à travers ce tableau ci-haut, certains des répondants (13%) ont carrément trouvé qu'il n'y a nulle part où l'on peut s'exprimer librement sans crainte[59]. Cette réponse surprise non initialement prévue dans le questionnaire d'enquête montre jusqu'à quel point les jeunes burundais sentent et supportent très mal le poids

[58] https://www.jimberemag.org/manipulation-politique-jeunes-elections-burundi-2025/, consulté le 02 août 2026.

[59] Peut-être que le nombre de voix aurait été plus important si cette proposition figurait sur le questionnaire d'enquête car lors du dépouillement, nous avons remarqué que certains autres enquêtés ont préféré ne rien marquer sur cette question. Au moment de l'administration du questionnaire d'enquête, l'on a souvent entendu des lamentations comme « Ntahariho kweri » (il n'y a nulle part vraiment), ou « Ni hehe wovugira ntibakwereke ? » (Où peux-tu t'exprimer sans courir le risque d'être lynché ?)

du verrouillage de l'espace politique qui va avec la censure des médias. Les répondants expriment que les jeunes burundais ne se sentent pas libres dans les réunions organisées entre les jeunes et les responsables étatiques ou des partis politiques (42,7%), non plus sur les réseaux sociaux (37%), ni lors des réunions organisées à l'intention des jeunes membres des mouvements affiliés aux partis politiques (25,8%). C'est finalement aux réunions du Conseil National de la jeunesse au niveau national (73%) et dans des émissions et interviews dans les différents médias : radio, télévision, journaux, etc. (51%) que les jeunes burundais semblent trouver refuge, peut-être là où il y aurait moins de regards politiques pour la surveillance. Concrètement, nous pourrions affirmer que les jeunes burundais semblent fuir et se méfier des politiques. Or, s'ils ne se sentent pas à l'aise au cours des rencontres entre eux et les responsables étatiques ou des partis politiques et encore moins au cours des réunions organisées à l'intention des jeunes membres des mouvements affiliés aux partis politiques, comment leurs doléances et attentes trouveront- elles de réponses ? De fait, cela signifie que les rencontres entre les jeunes et les politiques ne sont nullement pas des occasions d'échanges et de débats constructifs, mais des réunions d'informations tout court où le conférencier (leader) expose et informe puis reçoit des acclamations de la part de l'auditoire.

Beaucoup plus que cela, cette préférence n°1 des répondants qu'est le CNJB se heurte à un obstacle de taille. Alors que ce Conseil devrait être une structure nationale qui joue un rôle consultatif auprès de l'administration sur toutes les questions relatives à l'épanouissement de la jeunesse en même temps qu'il est un organe de plaidoyer auprès des différentes institutions, il n'a pas d'existence légale et juridique. La réunion du Conseil des ministres du 8 juin 2017 qui a analysé le projet de Décret portant création, missions, organisation et fonctionnement du CNJB a noté que sa création serait anti-constitutionnelle étant donné que les Conseils nationaux sont limitativement énumérés par la Constitution. La même réunion du Conseil des ministres a préféré noté qu'il « existe déjà un Forum des Jeunes qui est opérationnel et qu'il faudrait plutôt renforcer au cas où les lacunes se feraient observer »[60]. Malgré l'adoption d'une nouvelle Constitution en juin 2018 (Titre XIII, art. 275), le CNJB n'a pas été constitutionnalisé et jusqu'à présent cet organe n'a pas de cadre juridique qui le régit[61].

1

2. 7. Les voies à emprunter par les jeunes pour lutter contre leur manipulation politique

Tableau 08. Les voies à emprunter par les jeunes pour lutter contre leur manipulation politique

N°	Quelles sont les voies à emprunter par les jeunes pour lutter contre leur manipulation politique ?	Réponses	Réponses en %
01	Rester unis et solidaires et élaborer ensemble leurs projets même dans le cas où ils ne militeraient pas dans les mêmes partis politiques	199	84
02	Prouver à leurs aînés politiques qu'être jeunes en âge ne signifie pas nécessairement ne rien valoir/pouvoir dans la vie ou en politique	167	70,7
03	Militer en faveur de la mise en place des lois qui déterminent le niveau de représentativité des jeunes dans les instances de prise de décisions	162	68,6
04	Prouver à leurs aînés politiques que les jeunes sont au-dessus des enseignements et querelles tribalistes	84	35,5
05	Militer pour que les partis politiques soient dirigés selon les principes de la démocratie interne afin que les jeunes y trouvent leur place	61	25,8

La question relative aux voies à emprunter par les jeunes pour lutter contre leur manipulation-instrumentalisation politique touche l'aspect de résistance et de résilience. A ce sujet, les enquêtés mettent en avant 3 réponses concrètes, à savoir, rester unis et solidaires et élaborer ensemble leurs projets même dans le cas où ils ne militeraient pas dans les mêmes partis politiques (84%), prouver à leurs aînés politiques qu'être jeunes en âge ne signifie pas nécessairement ne rien valoir/pouvoir dans la vie ou en politique (70,7%) et militer en faveur de la mise en place des lois qui déterminent le niveau de représentativité des jeunes dans les instances de prise de décisions qui totalise 68,6%.

Même si les enquêtés n'avaient pas donné beaucoup d'importance au fait que les hommes et femmes politiques commencent par semer la zizanie entre les jeunes afin de les diviser et les contrôler (31% seulement), leurs union et solidarité pour des projets communs malgré leurs différences se présentent comme des armes incontournables pour faire face à ces phénomènes de leur manipulation et de leur instrumentalisation par les politiques. Le 2ème point revêt une

[60] République du Burundi – Secrétariat général du Gouvernement, Communiqué de presse de la réunion du Conseil des ministres du jeudi 08 juin 2017, Bujumbura.
[61] Entretien avec Dr. Eraste Nzosaba, ancien président du CNJB (juillet 2026).

importance capitale dans cette lutte car il montre que les jeunes voudraient s'affirmer comme ayant des valeurs et de la capacité autant que leurs aînés politiques. C'est une prise de conscience indispensable dans ce genre de bataille. Enfin, les répondants ont soutenu l'idée d'une mise en place des lois qui déterminent le niveau de représentativité des jeunes dans les instances de prise de décisions, ce qui n'est pas du tout négligeable au regard des avancées par exemple des femmes dans ce domaine.

Néanmoins, les répondants n'ont pas accordé beaucoup d'importance à l'instauration d'une démocratie interne (25,8%) qui, pourtant, reste un élément central dans la prise en compte de l'élément « jeune » en politique. Lorsque l'organisation politique est gérée suivant les principes et valeurs démocratiques, chacun y trouve son compte car, chaque membre a droit au chapitre étant donné que ses droits et devoirs sont respectés. Nous pensons que les répondants ont ignoré cet aspect du fait que la plupart d'entre eux ne maîtrisent pas l'organisation et le fonctionnement des partis politiques.

2. 8. L'organe auquel ils s'en remettraient en cas de leur persécution ou au cas où ils estimeraient avoir été victimes d'une manipulation

Tableau 09. Les jeunes connaissent-ils un organe auquel ils s'en remettraient en cas de leur persécution ou de leur manipulation ?

N°	Connaissez-vous un organe de recours en cas de votre persécution ou de votre manipulation ?	Réponses	Réponses en %
01	Non, je ne le connais pas	209	88,5
02	Oui je le connais mais je ne sais pas comment l'atteindre en cas de problème	18	07,6
03	Oui je le connais et je sais comment le saisir	06	02,5

À cette question de savoir si les jeunes connaissent un organe auquel ils s'en remettraient en cas de leur persécution ou au cas où ils estimeraient avoir été victimes d'une manipulation, la réponse de l'ensemble des enquêtés est sans appel. 88,5% d'entre eux affirment ne pas connaître un seul organe de recours dans de situations pareilles, tandis que 07,6% disent le connaître mais ne pas savoir les démarches à entreprendre pour introduire leurs plaintes. Seule une infime minorité (02,5%) affirme connaître les 2 à la fois, c'est-à-dire l'organe de recours et comment le saisir. Comment interpréter ses réponses ? En réalité, il n'est pas très aisé de donner avec précision pourquoi autant d'enquêtés (probablement dans l'ensemble de la population aussi) disent ne pas connaître un seul organe de recours dans des situations pareilles. Pourtant, il en existe quelques-uns. En effet, à part la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) qui peut s'occuper de plusieurs formes de violations de libertés et droits humains ainsi que les différentes juridictions ordinaires, il y a également, par exemple, le Conseil National de la Jeunesse du Burundi (CNJB) qui pourrait recevoir leurs doléances. Cependant, il est difficile d'imaginer qu'un membre d'un parti politique donné puisse aller saisir les instances de ce même parti dans de pareils cas, ça serait « kuribwa n'inzoka ukitwara kw'isato » (être mordu par un serpent et aller te plaindre chez le python).

2. 9. Le niveau de participation en politique des jeunes en cinq ans à venir

Tableau 10. Dans cinq ans à venir, quel sera le niveau de participation des jeunes en politique ?

N°	Dans cinq ans à venir, quel sera le niveau de participation des jeunes en politique ?	Réponses	Réponses en %
01	Ce sera le statu quo, rien n'aura changé	147	62
02	Le niveau aura progressé considérablement	42	17,7
03	Le niveau aura progressé un tout petit peu	22	09,3
04	Le niveau aura diminué	19	08

À la question du rôle qu'aura la jeunesse en politique dans les 5 ans à venir, la majorité des répondants affichent un pessimisme (62%) en affirmant que rien n'aura changé par rapport à la situation actuelle. Seuls 17% espèrent que le niveau aura progressé considérablement, 09,3% disent qu'il aura progressé un tout petit peu tandis que 08% poussent leur pessimisme plus loin en affirmant plutôt que le rôle de la jeunesse en politique aura diminué. De fait, l'on peut regrouper ces réponses en 2 catégories : les n°1 et n°4 expriment leur déception alors que les n°2 et n°3 affichent leur optimisme.

D'un côté, l'on peut penser que l'espoir de ces derniers se fonde sur la propagande du parti au pouvoir qui ne cesse de répéter à qui veut l'entendre que les lendemains seront meilleurs surtout pour les jeunes « Ejo ni heza » ou « Twicaye ku gahiye », etc. Mais concrètement, ils peuvent fonder leur espoir aussi sur certaines réalisations du gouvernement burundais telles que la création, en 2020, de la Banque d'inves-

tissement pour les jeunes (BIJE) pour faire face au chômage qui touche une grande partie des jeunes en soutenant les projets des jeunes ayant l'ambition de démarrer des activités génératrices de revenus[62], le financement des projets des jeunes par le Programme d'autonomisation économique et d'emploi des Jeunes (PAEEG) et par le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement (FIGA). C'est ce que déclarait par exemple Prosper Banzombaza, vice-président de la République du Burundi, lors de l'ouverture du forum des jeunes de haut niveau (3ème édition), le 21 septembre 2023 à Bujumbura. « Les jeunes constituent un capital humain très important pour le Burundi. C'est la raison pour laquelle le gouvernement du Burundi concentre beaucoup de forces dans les jeunes, en mettant en place des moyens qui leur permettent de pouvoir se développer. Il s'agit notamment de la mise en place de la Banque d'investissement des jeunes (BIJE), du PAEEJ et du FIGA »[63].

De l'autre côté, ceux qui n'affichent pas d'espoir de voir le rôle des jeunes augmenter s'appuient sur les phénomènes d'exclusion des jeunes qu'ils observent sur la scène politique burundaise, notamment dans les instances de prise de décisions au sein des partis politiques. De même, ils ne voient pas de raisons palpables qui viendraient par exemple changer le mode de gouvernance dans les partis politiques aux mains des adultes, ni déverrouiller l'espace politique qui s'est refermé sur lui-même depuis quelques années[64].

3. DE LA RÉSILIENCE PAR CONTOURNEMENTS ET INNOVATIONS CHEZ LES JEUNES BURUNDAIS

Dans un pays souvent associé à des défis socioéconomiques et dont la jeunesse est associée à des crises politico-ethniques récurrentes, les jeunes doivent résister à leur manipulation-instrumentalisation par leurs aînés politiques par contournements et innovations. A part les quelques atouts déjà évoqués plus haut, d'autres exemples prouvent également que les jeunes burundais participent indirectement au retournement de certaines situations à leur profit, une manière de transformer les défis en opportunités.
En effet, les différentes formes de contrainte et de manipulation qu'une organisation politique, dans la plupart de cas le parti au pouvoir, exerce sur les citoyens pour qu'ils en deviennent membres, prennent part aux travaux communautaires, aux animations folkloriques, aux manifestations publiques et aux autres activités qu'elle organise, peuvent donner lieu à des formes de résistances camouflées de la part des participants. Ainsi par exemple, les conducteurs des tuk-tuk, des taxi-motos et taxi-vélos qui prennent part aux manifestations publiques organisées par le parti au pouvoir, le CNDD-FDD (voir photo n°04), signent dans un cahier de contrôle et reçoivent un papier en guise de preuve de leur participation. L'un d'eux témoigne : « Si tu es attrapé sans ce papier, tu dois payer entre 5 000 et 20 000 FBu », car « s'il y a une manifestation du parti au pouvoir, l'association considère que nous participons aux travaux communautaires, sauf que là nous ne faisons que déambuler dans les rues de la capitale ». Selon M. Nimbona, le président de la Solidarité des taxi-vélos du Burundi, SOTAVEBU, le taxi-vélo qui s'absente doit payer un montant de 2 000Fbu d'amende[65].

La contrainte et la manipulation deviennent une voie autorisée, acceptée et acceptable chez les jeunes mais qui, parfois, ne se laissent pas faire. Pour contourner cette manipulation-instrumentalisation qui leur est exercée par voie de contrainte, certains jeunes adoptent un militantisme de camouflage en se présentant comme de vrais militants acquis à la cause du parti pour sauver leur peau. Bien plus, ils recourent à ce qu'il conviendrait d'appeler l'« ingénierie paysanne » consistant à se montrer soumis mais en même temps à protester pacifiquement en exigeant indirectement des contreparties pour leurs services. A ce sujet, Cédric Mayrargue et Comi Toulabor avaient raison de noter que « la subordination, la soumission ou l'obéissance peuvent être feintes, simulées et masquer des expressions protestataires bien réelles derrière toutes sortes de postures non violentes souvent interprétées comme de l'indifférence, de l'apathie, de la résignation ou du fatalisme »[66].

C'est dans ce sens que les jeunes (garçons et filles) qui font partie des groupes folkloriques et sportifs reçoivent en contrepartie de leur participation des libations partagées en fin d'activités, quelques pagnes et T-shirts aux couleurs du parti[67], quelques faveurs dans l'embauche et dans la distribution des aides, etc. De leur côté, les taxi-vélos, taxi-motos et taxi-tuk-tuk qui accompagnent les cortèges des leaders partisans lors des manifestations et marches sur les voies publiques reçoivent, quant à eux, leurs versements journaliers respectifs. Ce phénomène s'observe également dans d'autres pays africains comme l'a montré Richard Banégas dans le cas du Bénin. Pour lui, « la marchandisation électorale, caractérisée par une pratique de distribution d'argent par les candidats, était vécue par les citoyens comme une forme de redistribution et une opportunité de revanche sur les élites, qui n'empêchait pas les citoyens de pouvoir ensuite exprimer librement leur choix »[68].

En plus de ce procédé par « contournement » et face au chômage et à la précarité, de jeunes burundais

[62] https://lerenouveau.bi/banque-dinvestissement-des-jeunes-bije-plus-de-cent-dossiers-sont-traites/, consulté le 04 août 2026.
[63] https://lerenouveau.bi/paeej-ouverture-du-forum-des-jeunes-de-haut-niveau/ , consulté le 04 août 2026. Mais là encore, il faudrait rester mesuré car l'aisance économique des jeunes ne leur confèrerait pas nécessairement un rôle de premier plan en politique, d'autres mécanismes, notamment politiques et juridiques, entrent en jeu pour y arriver.
[64] Avis récoltés sur les commentaires des enquêtés au point n°10 du questionnaire mais aussi lors des entretiens avec certains leaders des organisations de la société civile au Burundi (juillet 2026).
[65] Pour plus de détails sur cet exemple, voir Clarisse Shaka, « La coupe est pleine pour les taxi-motos, tuk-tuk et taxi-vélos » ; https://www.iwacu-burundi.org/la-coupe-est-pleine-pour-les-taxi-motos-tuk-tuk-et-taxi-velos/, consulté le 28/08/2026.
[66] Mayrargue Cedric et Toulabor Comi, « L'expression et la participation politiques en Afrique », in Gazibo Mamoudou et Thiriot Céline, Le politique en Afrique : état des débats et pistes de recherches, Paris, Karthala, 2009, pp. 103-131, p. 116.
[67] Il est très fréquent de voir beaucoup de jeunes porter ces vêtements aux couleurs du parti CNDD-FDD au marché, dans les travaux champêtres, à la messe, bref un peu partout. Cependant, lorsque vous leur posez la question de savoir s'ils sont membres du parti au pouvoir, ils vous répondent qu'ils n'en sont pas membres mais qu'ils portent ces habits pour se protéger…
[68] Richard Banégas, paraphrasé par Cédric Mayrargue et Comi Toulabor, art. déjà cité, p. 123.

misent sur l'auto-emploi, guidés par l'innovation, la formation et la résilience. L'exemple le plus marquant dans le domaine de petites activités de survie chez les jeunes Burundais est la place qu'ils occupent dans l'écosystème de Lumicash et d'Ecocash, les services de Mobile Money des opérateurs Lumitel Burundi et Econet Leo Burundi. Face à un chômage structurel important, la jeunesse burundaise trouve dans cette plateforme une double opportunité : un levier d'insertion professionnelle immédiat et un outil d'inclusion financière au quotidien.

De fait, Lumicash Burundi et Ecocash Burundi constituent un vivier d'emplois et d'entrepreneuriat pour deux raisons. Premièrement, ce sont des réseaux des agents et super-agents regroupant des milliers de jeunes à travers les pays (villes et collines) travaillant comme agents de terrain et qui gèrent des kiosques de dépôt, de retrait et de vente de recharges, ce qui leur permet de générer des revenus directs sous forme de commissions. Selon Jeune Afrique, « le long des grandes avenues de Bujumbura, il n'est pas rare de rencontrer des jeunes vêtus de gilets bleus ou jaunes proposant des transactions de mobile money pour le compte d'Ecocash ou de Lumicash (...). Cette activité est même devenue, pour les jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail, un moyen courant de gagner sa vie en attendant mieux, si bien que le nombre de ces prestataires de rue est estimé à 15 000 »[69].

Deuxièmement, ce sont des moteurs de la transformation digitale car ils exigent l'adoption technologique conduisant à l'intégration bancaire moderne. Dans ce cas, les jeunes deviennent les premiers utilisateurs de ces applications en même temps qu'ils vulgarisent l'usage des paiements numériques auprès de leurs proches ou des commerçants âgés. Par ailleurs, grâce à l'opérabilité entre ces systèmes de Mobile Money et les institutions bancaires comme BANCOBU (Bancobu e-Noti), CRDB (Crdb-Turihose), etc., les jeunes entrepreneurs qui maîtrisent bien ces applications et NTIC s'appuient sur ces nouveaux moyens pour gérer leurs business en ligne, directement depuis leurs smartphones, ce qui leur permet de contourner la complexité du système bancaire traditionnel[70].

De ce fait, alors que l'Afrique connaît un élan entrepreneurial, la valorisation des innovations reste un défi mais aussi une voie pour préparer sa vie en toute autonomie. Par « innovation », nous désignons ici l'introduction sur le marché d'un produit ou d'un procédé nouveau tout significativement amélioré par rapport au précédent. Elle est également un processus d'influence qui conduit au changement social. L'innovation n'est pas que technologique, elle peut être aussi sociale. Ainsi par exemple, au niveau économique, l'innovation consiste à appliquer une découverte à la sphère de la production, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'industrie, de l'environnement, du transport ou de la santé, etc.[71]

Ainsi, comme nous l'avons souligné plus haut, face au chômage élevé et à une précarité persistante, de nombreux jeunes entrepreneurs et étudiants burundais se tournent vers le choix audacieux de l'auto-emploi. Dans leur conception de la vie et de leur futur, l'innovation et la résilience sont leurs armes principales. L'innovation chez les jeunes burundais constitue une clé pour promouvoir leur employabilité, ce qui peut réduire considérablement leur situation de dépendance vis-à-vis de l'Etat ou de manipulateurs quelconques. Par exemple, Ariane, une étudiante de 22 ans en Génie rural, a mis sur pied un atelier artisanal qui donne une seconde vie aux plastiques abandonnés. Elle l'explique : « Notre projet consiste à recycler les déchets plastiques en les transformant en très beaux et jolis objets de décors (...) Il y a des déchets plastiques en grandes masses non biodégradables ». A part que son initiative constitue un engagement entrepreneurial, mûri à force de recherches sur la durabilité des matériaux, c'est aussi un geste pour la protection de l'environnement[72].

Un autre exemple allant dans ce sens est celui de Claudette qui est issue d'une formation dans la filière Finance-Comptabilité qui s'est lancée dans un projet de location et de vente d'accessoires de décoration pour événements. Mettant en pratique ses acquis théoriques, elle fait savoir que la leçon essentielle qu'elle a tirée de son travail est que « toutes les idées ne sont pas entrepreneuriales... Le client est roi. Il faut comprendre ses besoins réels et apporter des solutions claires et concrètes ». De son témoignage, il faut retenir une sorte de prise de conscience qu'entreprendre ne se limite pas seulement à avoir une bonne idée, mais que ça exige aussi méthode, écoute et adaptabilité[73]. Ce constat est corroboré par d'autres jeunes qui, même si le « Made in Burundi » peine encore à séduire, se motivent et affûtent leurs compétences au cours des séances de coaching entrepreneurial : leadership, communication, stratégie, etc. afin de leur permettre de bâtir des projets solides. En même temps, comme Claudette, ils apprennent à s'aligner sur des besoins sociaux réels, à identifier des problèmes pour mieux y répondre.

En fin de compte, la réussite entrepreneuriale chez les jeunes burundais repose moins sur les moyens que sur l'humain. Ils doivent avoir de la vision, de la motivation, de la résilience, des réseaux, etc. qui sont les carburants pour leurs innovations en tant que nouvelle génération décidée à ne plus attendre l'emploi de leurs aînés ou de l'Etat, mais à le créer eux-mêmes. Ainsi, à travers des projets parfois modestes, cette jeunesse burundaise démontre que l'autonomisation est possible, pour peu qu'on lui donne la liberté d'innover.

[69] https://www.jeuneafrique.com/1345347/economie-entreprises/burundi-le-mobile-money-gagne-du-terrain, consulté le 30/08/2026.
[70] Pour plus de détails, voir https://abpinfo.bi/2026/02/26/mobile-money-au-burundi-levier-dinclusion-financiere-talon-dachille-de-la-cyber-securite/, consulté le 30/08/2026.
[71] https://lerenouveau.bi/innovation-chez-les-jeunes-burundais-une-cle-pour-promouvoir-leur-employabilite/, consulté le 30/08/2026.
[72] Pour plus de détails, voir https://www.dw.com/fr/burundi-la-jeunesse-prend-son-destin-en-main-par-lentrepreneuriat-la-pi-un-levier-strat%C3%A9gique-pour-les-pme-%C3%A0-linternational/audio-73228836, consulté le 30/08/2026.
[73] https://www.dw.com/fr/burundi-la-jeunesse-prend-son-destin-en-main-par-lentrepreneuriat-la-pi-un-levier-strat%C3%A9gique-pour-les-pme-%C3%A0-linternational/audio-73228836, consulté le 30/08/2026.

CHAPITRE 4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

« Cette jeunesse reconnue par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine comme étant le dividende démographique du continent, doit être un acteur du développement sous tous ses aspects. La jeunesse est un levier pour la création de richesse. Ce dividende de la jeunesse au niveau continental reflète la même réalité au niveau nationale. C'est pour cela que l'Afrique en général et le Burundi en particulier fera de sa jeunesse un atout qui déterminera l'avenir du continent africain et du pays ». Discours d'Evariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi[74].

1. Conclusions

Cette étude centrée sur la jeunesse et la vie politique au Burundi aura été l'occasion privilégiée de chercher à comprendre les principaux aspects qui entourent le phénomène de manipulation-instrumentalisation des jeunes burundais ainsi que leurs armes pour résister à ce phénomène qui les subalternise dans leur engagement citoyen et dans leur ascension politique.
En effet, au Burundi, il se remarque que le poids démographique des jeunes s'éloigne progressivement de l'adhésion ou de l'engagement dans les partis politiques et cette méfiance et cette désaffection des jeunes à l'égard des systèmes politiques ne cessent d'évoluer. Par exemple, sur les 236 enquêtés, seuls 62 individus ont déclaré appartenir à un parti politique (soit 26%), 153 individus ont déclaré ne pas appartenir à un parti politique (soit 64,8%) et 21 individus n'ont rien déclaré à ce sujet (soit 08,8%). Le phénomène de manipulation-instrumentalisation qui pousse les leaders partisans à ne pas adopter une approche collaborative, dynamique et responsable avec les jeunes citoyens perpétue cette situation.
Cependant, malgré ces quelques méfiances et réticences envers la politique en général et les partis politiques en particulier, l'engagement en politique des jeunes burundais est une réalité[75].

Ces jeunes citoyens rêvent d'une vie et d'un avenir meilleurs et souhaitent avoir une place et un rôle à jouer dans la construction et l'édification de leur pays. En outre, même si en apparence les jeunes burundais côtoient au quotidien les hommes et les femmes politiques, ils le font prudemment et avec peur car ils savent que la moindre erreur de leur part les coûterait cher, ils seraient sévèrement réprimés ; les fameux Ibipinga, c'est-à-dire des « récalcitrants ». En d'autres termes, les jeunes burundais fuient et se méfient des politiques car, ils ne se sentent pas à l'aise au cours des rencontres entre eux et les responsables étatiques ou des partis politiques et encore moins au cours des réunions organisées à l'intention des jeunes membres des mouvements affiliés aux partis politiques. Cela pose le véritable problème de connaître à qui et comment ils doivent soumettre leurs doléances. Au lieu d'être des occasions d'échanges et de débats constructifs, les rencontres entre les jeunes et les acteurs politiques deviennent des réunions d'informations et de sensibilisation tout court où le conférencier expose et informe puis reçoit des acclamations de la part de l'auditoire.
Un autre élément, et non des moindres, qui handicape l'engagement citoyen des jeunes burundais, ce sont les lacunes observées au niveau de la Constitution et de la loi régissant l'organisation et le fonctionnement des partis politiques. Ni la Constitution, ni la loi sur les partis, aucun texte ne prévoie de quotas de représentativité des jeunes au niveau des instances de prise de décisions étatiques ou au sein des partis politiques.

Pourtant, les jeunes disposent de quelques atouts en politique et ils y débarquent avec un paquet de facteurs favorisant leur présence ainsi que leur militantisme. Ils sont nantis d'une formation académique, étant donné qu'ils ont eu la chance de pousser plus loin leurs études par rapport à certains de leurs aînés. Cela se renforce encore par le fait que ce sont les jeunes qui maîtrisent les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) dont les leaders des partis politiques ont besoin dans l'organisation et le fonctionnement de leurs organisations politiques. Par ailleurs, n'ayant pas vécu les différentes crises meurtrières ayant endeuillé le pays, les jeunes sont moins traumatisés que leurs aînés politiques et devraient avoir encore des mains propres en politique. Enfin, les jeunes possèdent un atout majeur qu'ils n'exploitent pas du tout : ils constituent la tranche la plus nombreuse de la population burundaise.

Au chapitre de la résistance et de la résilience des jeunes burundais face aux phénomènes de leur manipulation-instrumentalisation par les politiques, la présente étude a montré qu'il faut que les jeunes adoptent l'union qui fait la force ainsi que la solidarité qui les aide à serrer les rangs malgré leur diversité. Mais beaucoup plus important que cela, les jeunes doivent se résoudre à prouver à leurs aînés politiques qu'être jeunes en âge ne signifie pas nécessairement ne rien valoir/pouvoir dans la vie ou en politique. La militance en faveur de la mise en place des lois qui déterminent le niveau de représentativité des jeunes dans les instances de prise de décisions se présente, elle aussi, comme une action qui pourrait faire bouger les choses dans la prise en compte de l'importance de la jeunesse en politique.
La communauté internationale a reconnu l'importance de la participation des jeunes aux systèmes politiques, y compris à travers plusieurs conventions internationales et résolutions de l'ONU. Conformément à ces engagements, elle doit accompagner les Etats

[74] https://www.presidence.gov.bi/wp-content/uploads/2023/12/Discours-Dialogue-continentale-DISCOURS.pdf, consulté le 04 août 2026.
[75] Pour le cas de cette étude, il est fort probable que le faible taux de ceux qui se déclarent membres d'un parti politique résulte du fait que certains des enquêtés peuvent n'avoir pas voulu dévoiler leur appartenance politique, surtout lorsqu'il s'agit des partis politiques de l'opposition.

afin qu'ils mettent en œuvre le contenu des textes qu'ils ont ratifiés.

2. Recommandations

Afin de promouvoir la participation citoyenne des jeunes et lutter efficacement contre leur manipulation-instrumentalisation par leurs aînés en politique, il est indispensable d'identifier les interactions entre les activités politiques des jeunes, les efforts et actions des partis politiques ainsi que ceux des institutions étatiques.

2. 1. À l'endroit de l'État burundais

1° Mettre en place et appuyer financièrement des projets visant l'épanouissement et le bien-être des jeunes afin de réduire leur dépendance vis-à-vis de leurs aînés politiques et promouvoir l'auto-emploi.

2° Créer et encourager une collaboration intergénérationnelle grâce à des dialogues soutenus entre les membres les plus jeunes et plus âgés au sein des partis politiques et des organisations de la société civile. Cela renforcerait davantage leur apprentissage en matière de fonctionnement et de gestion des organisations politiques ou associatives.

3° Le gouvernement burundais doit offrir aux jeunes un bon cadre ambitieux d'apprentissage, de formation professionnelle afin de faciliter leur accès à l'information sur l'emploi au niveau national et international.

4° Prendre des mesures appropriées et efficaces pour préserver et protéger la jeunesse burundaise – au sein de laquelle se recruteront bientôt les futurs dirigeants du pays – contre les acteurs politiques manipulateurs car, protéger la jeunesse, c'est promouvoir sa participation politique et citoyenne en toute liberté. Ces mesures peuvent être intégrées dans la loi régissant les partis politiques.

5° Déverrouiller l'espace pour que tout citoyen, y compris les jeunes, ait la liberté d'exprimer son opinion et ses doléances ou attentes vis-à-vis des pouvoirs publics.

6° Mettre dans la Constitution du Burundi le Conseil National de la Jeunesse du Burundi (CNJB) parmi les conseils nationaux reconnus par la Loi fondamentale afin qu'on puisse le doter d'un cadre légal approprié.

7° Instaurer des quotas de représentativité des jeunes dans les instances de prise de décision au niveau du pays et au niveau des partis politiques. Ce dispositif aiderait et encouragerait les jeunes à revendiquer leurs droits et leurs places au sein de ces instances.

8° Mettre en application les engagements et les prévisions de l'Etat tels que prévus aux articles 11 et 12 de la Charte Africaine de la Jeunesse que le Burundi a ratifié. Ces engagements concernent une politique nationale globale et cohérente de la jeunesse à mettre en œuvre ainsi que des mesures à prendre en vue de promouvoir la participation active des jeunes aux activités de leur société.

9° Créer et encourager l'inclusion des jeunes au sein des processus décisionnels en instaurant des mécanismes d'inclusion des jeunes dans les organes législatifs aux échelons local, régional ou national.

10° Faire resurgir des talents cachés dans la jeunesse burundaise, dans les différents secteurs de la vie nationale afin de promouvoir l'innovation dans le pays. Cela contribue à la création de l'auto-emploi chez les jeunes et à leur autonomisation, les deux conduisant à la réduction de leur dépendance vis-à-vis de l'État et de leurs aînés politiques.

11° Réviser la loi sur les partis politiques qui exige 25 ans révolus pour être dirigeant et membre fondateur d'une formation politique au moment où la majorité politique reconnue par cette même loi est de 18 ans révolus. Cela ouvrirait la voie aux jeunes de s'intéresser au leadership politique dès le début de leur majorité politique (18 ans).

2. 2. À l'endroit des partis politiques

1° Appuyer et encourager les jeunes à mettre à profit les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) dont les leaders des partis politiques ont besoin dans l'organisation et le fonctionnement de leurs organisations politiques.

2° Instaurer et encourager les Partenariats Inter Générationnels (PIG) entre les jeunes affiliés aux partis politiques et leurs aînés politiques afin de réduire l'écart générationnel et initier les jeunes à la gestion de la chose publique.

3° Instaurer des quotas des jeunes dans les instances dirigeantes des partis politiques afin qu'ils prennent part aux décisions les concernant. Cela passerait par la révision de la loi sur les partis politiques.

4° Arrêter de manipuler et d'instrumentaliser les jeunes pour leurs intérêts sectaires et promouvoir leur ascension politique par des formations patriotiques.

2. 3. À l'endroit des jeunes

1° Dans leur diversité d'appartenance politique, ethnique, régionale, religieuse, etc., les jeunes doivent proposer des idées et des méthodes novatrices de

participation et d'organisation qui requièrent leur inclusion et leur prise en compte en tant que groupe démographique et socio-politique reconnu.

2° S'ouvrir au monde extérieur notamment par l'utilisation des canaux numériques afin de s'instruire et surtout saisir les opportunités qu'offre le monde contemporain sur les plans de l'apprentissage, du savoir et du savoir-être.

3° Se mobiliser mutuellement pour une prise de conscience collective afin de s'affirmer comme des citoyens à part entière ayant droit à tout ce que la loi leur garantit.

4° Favoriser les relations entre les jeunes membres des partis et les jeunes des organisations de la société civile par le biais d'efforts conjoints, y compris des événements communautaires sportifs et culturels, ou dans le cadre des programmes qui visent à favoriser le respect mutuel et le partage des connaissances.

5° Identifier des alliés et des points d'entrée au sein des différentes formations politiques plutôt que de se cantonner à un seul parti politique lors de l'organisation des initiatives.

2. 4. À l'endroit des organisations de la société civile

1° Participer à la sensibilisation et à la formation des jeunes dans la promotion de leur solidarité et de leur union qui leur offriront assez de force pour résister contre leur manipulation et leur instrumentalisation politiques.

2° Former les jeunes aux principes de la démocratie, de l'État de droit et de la bonne gouvernance.

2. 5. À l'endroit des partenaires internationaux

1° Conditionner l'appui financier à l'Etat burundais par la mise en œuvre au niveau national de ses engagements pris à travers les textes internationaux en faveur de la jeunesse qu'il a ratifiés.

2° Encourager et soutenir le suivi des initiatives des jeunes visant à leur épanouissement intellectuel, social et économique à travers des projets portés par des jeunes.

2. 6. À l'endroit de TLP – Burundi

1° Etendre cette étude aux jeunes burundais en exile afin d'enrichir davantage les réponses quant aux perceptions de ces jeunes par rapport à la problématique de manipulation-instrumentalisation des jeunes en politique ainsi que les moyens de résilience et d'innovations qu'ils envisagent pour y faire face.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

1. Amnesty International, Rapport 2020/21. La situation des droits humains dans le monde/Burundi
.
2. Banégas Richard, « Marchandisation du vote, citoyenneté et consolidation démocratique au bénin », Politique africaine n° 69, 1998, pp. 75-87.

3. Bargel Lucie, « Les organisations de jeunesse des partis politiques », Agora débats/Jeunesse 2009, vol. 2, n°52, pp. 75-88.

4. Bayart, Jean-François, L'illusion identitaire, Paris, Fayard, 1996.

5. BLTP, La représentativité et la participation des femmes et des jeunes dans les cadres juridique et institutionnel des partis politiques, Bujumbura, avril 2017.

6. Bourdieu Pierre, « La jeunesse » n'est qu'un mot, entretien avec Anne-Marie Métailié », Les jeunes et le premier emploi, Association des âges, Paris, 1978, pp. 520-530.

7. Braud Philippe, Emotion en politique, Paris, FNSP, 1996.

8. Braud Philippe, Sociologie politique, Paris, LGDJ, 2008.

9. Braud Philippe, Violences politiques, Paris, Seuil, 2004.

10. Chrétien Jean-Pierre et Dupaquier Jean-François, Burundi 1972 au bord des génocides, Paris, Karthala, 2007.

11. Document de La Plate-forme francophone du Volontariat, Le volontariat de militance. Est-ce que volontariat rime toujours avec revendications ? Bruxelles ; disponible : http://www.levolontariat.be

12. FIDH – Ligue ITEKA, Burundi au bord du gouffre : retour sur deux années de terreur. Rapport, juin 2017/ n°693f.

13. FIDH – Ligue ITEKA, Burundi. Répression aux dynamiques génocidaires, novembre 2016/n°685f.

14. Goumaz Max-Lineger, La Démocrature. Dictature camouflée, démocratie truquée, Paris, L'Harmattan, 1992.

15. Habimana A., L'instrumentalisation de la jeunesse dans le conflit burundais : cas des zones Ngagara et Kamenge de 1992 – 2000, Mémoire de Licence, UB, 2007.

16. Hakizimana Jean, Problématique de l'intolérance politique intra et interpartisane pour la période post-Arusha au Burundi (2000 – 2019), Mémoire de Master en Science Politique, UB, octobre 2020.

17. Human Rights Watch (HRW), « Nous allons vous ligoter et vous abattre ». Les violences politiques restent impunies au Burundi, mai 2010.

18. Iwacu Le Magazine n°5, 1972. Massacres, répression, Enquêtes et témoignages, avril 2012.

19. Lacam Patrice, « Le politicien investisseur : un modèle d'interprétation de la gestion des
ressources politiques », Revue française de science politique, vol. 38, n°1, 1988.

20. Lagroye Jacques, Sociologie politique, Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques (PFNSP), 2002.

21. Martin Denis-Constant « Fêtes politiques », Revue française de science politique, vol. 45, n° 6, 1995.

22. Mayrargue Cedric et Toulabor Comi, « L'expression et la participation politiques en Afrique », in Gazibo Mamoudou et Thiriot Céline, Le politique en Afrique : état des débats et pistes de recherches, Paris, Karthala, 2009, pp. 103-131,

23. Médard, Jean-François, « Le rapport de clientèle », Revue française de science politique, vol. XXVI, n°1, 1976, pp. 103-131.

24. Muntunutwiwe Jean-Salathiel, « La mobilisation politique des jeunes au Burundi à travers les élections démocratiques de 2010 », Les Cahiers d'Afrique de l'Est/The East African Review, vol. 46, n°2, 2013.

25. National Democratic Institut (NDI), Principes et pratiques de l'engagement des jeunes pour les partis politiques. Un guide pratique sur la manière dont les partis politiques peuvent impliquer la jeunesse citoyenne actuelle et établir de véritables partenariats, sd.

26. Ngayimpenda Evariste, Histoire du conflit politico-ethnique burundais. Les premières marches du calvaire (1960 – 1973), Bujumbura, Editions de la Renaissance, 2004.

27. Nsabimana D., Les organisations politiques des jeunes face aux jeux et enjeux du pouvoir central en Mairie de Bujumbura, Mémoire de Licence, UB, 2003.

28. ONU, Convention relative aux droits de l'enfant adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies.

29. ONU, Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité.

30. PNUD, Cadres juridiques des espaces ci-viques, 2021
.
31. Polet, François, L'émergence de la Lucha et des mouvements citoyens. Un nouvel usage militant de l'international en République démocratique du Congo, Thèse de doctorat en Sciences sociales et politiques, Université de Liège, 2024.

32Rapin A.J., « L'objet évanescent d'une théorie improbable : le terrorisme et les Sciences sociales », Les Cahiers du REMS, vol. V, n°1, 2008,

33. République du Burundi, Constitution de la République du Burundi du 07 juin 2018.

34. République du Burundi, Décret n°100/032 du 27 mars 2025 portant publication des résultats du RGPHAE – 2024,

35. République du Burundi, Loi n°1/16 du 10 septembre 2011 portant révision de la loi n°1/006 du 26 juin 2003 portant organisation et fonctionnement des partis politiques, Bujumbura, 2011.

36. République du Burundi – ISTEEBU, Rapport des projections démographiques 2008 – 2030, Bujumbura, décembre 2013.

37. République du Burundi – Secrétariat général du Gouvernement, Communiqué de presse de la réunion du Conseil des ministres du jeudi 08 juin 2017, Bujumbura.

38. Sawicki Frédéric et Simeant Johanna, La sociologie de l'engagement militant : un champ de recherche à décloisonner. Introduction du colloque international ; Comment penser les continuités et discontinuités du militantisme ? Trajectoires pratiques et organisations militantes, Lille, du 8 au 10 juin 2006.

39. Sindjoun Luc (dir.), Comment peut-on être opposant au Cameroun ? Politique parlementaire et politique autoritaire, Coédition NENA/CODESRIA, 2019.

40. Stiftung Friedrich Ebert, Les jeunes et l'engagement en politique. Manuel d'information et de formation, Yaoundé, 2014

41. Union Africaine (UA), Charte Africaine de la Jeunesse, Banjul, juillet 2006.

42. Vendramin Patricia, « Les ressorts de la militance. Le triangle « individu/cause/organisation » », Fondation Travail-Université, Notes Education Permanente, n°2010-12, novembre 2010.
43. Xavier Jardin (dir.), Dictionnaire de la droite, Paris, Larousse à présent, 2007.

ANNEXES

Annexe 1. Questionnaire d'enquête

Version originale en Kirundi

Jeunesse et vie politique au Burundi : entre manipulation, résilience et engagement citoyen.

I. Identification :

Nom et Prénoms : …….. (facultatif)
Classe et section : …….. (facultatif)
Igitsina cawe : Gabo..... Gore.....
Woba uri mu mugambwe : Ego ..... Oya : .....

II. Questions de l'enquête

1. Muri politike, haribonekeza cane abanyepolitike bahendahenda urwaruka bakarukoresha ivyo bashaka biri mu nyungu zabo bwite. Hitamwo imvo 3 nkurunkuru ubona ko arizo zituma urwo rwaruka rwemera gukoreshwa

01	Ubujuju canke kutamenya
02	Imico n'imigenzo ituma urwaruka rufatwa nk'abana muri politike
03	Ubukene bwinshi butuma urwaruka rwemera kuba ibikoresho
04	Urwaruka rwemera ko politike ariyo nzira yo gutunga bitagoranye
05	Urwaruka rwarihebuye ntirubona kazoza k'ubuzima bwarwo

2. Hitamwo ingendo nkurunkuru 3 abanyepolitike bakoresha mu kuryosharyosha urwaruka ngo rukunde rubagamburukire muvyo barutuma muri politike

01	Babemerera kuzobaha akazi muri kazoza
02	Bishimikiza ubucuti baba bafitaniye na bamwebamwe muribo
03	Babahendahendesha amafranga n'utundi tuntu (ibinyobwa, ibiribwa, etc.)
04	Babaha inyigisho zishingiye ku macakubiri (y'intara, y'amoko, imigambwe, etc.)
05	Babanza kubacanishamwo no kubaryanisha hagati yabo (les diviser)

3. Hitamwo ibintu (ibikorwa) 3 bikunze kwibonekeza mu rwaruka rwahenzwe canke rwakoreshejwe n'abanyepolitike

01	Gutoteza abo badasangiye umugambwe canke ubwoko
02	Kwigenza nk'abasubiriye inzego z'intwaro, z'umutekano, z'ubutungane, etc.
03	Gusahura no kwaka ibiturire mu benegihugu ariko ntibahanwe
04	Gusubiranamwo canke kuregana hagati yabo nyene
05	Kugira imyimenyerezo canke gukoresha ibikoresho vya gisirikare

4. Ariko nubwo biruko, urwaruka rusanzwe rufise amahirwe (atouts) yorutuma ruja muri politike rugahabwa ikibanza ciza kandi rukubahirizwa. Hitamwo ibituma 3 bikurubikuru

01	Urwaruka rusanzwe arirwo rwinshi mu gihugu
02	Urwaruka nirwo ruzi cane ubuhinga bwa none bugezweho kandi bukenerwa mu migambwe (NTCI)
03	Abenshi mu rwaruka baragize amahirwe yo kwiga amashure atari make
04	Urwaruka nirwo ruba rutarakora amabi canke amakosa muri politike
05	Urwaruka ntirwabaye mu ndyane zo muri kahise zamugaje igihugu

5. Hitamwo inyigisho nkurunkuru 3 ubona ko urwaruka rukeneye gusumba izindi mu buzima no muri kazoza karwo

01	Inyigisho zerekeye uburenganzira n'ibisabwa umwenegihugu wese
02	Inyigisho zerekeye ubuyobozi bwiza n'intwaro ibereye
03	Inyigisho zerekeye kubana neza mu mahoro bu budasa bwacu
04	Inyigisho zerekeye gukoresha neza imbuga ngurukanabumenyi
05	Inyigisho zerekeye kwitondera no gusesangura amakuru y'ibinyoma

6. Hitamwo ibibanza bikurubikuru 3 ubona ko arivyo urwaruka rwoshikiririzamwo ivyiyumviro ata bwoba

01	Ibiganiro mu bimenyeshamakuru (radio, télévision, journaux, etc)
02	Mu manama y'amashirahamwe y'urwaruka yegamiye imigambwe
03	Mu manama yotunganywa hagati y'urwaruka n'abategetsi b'igihugu canke b'imigambwe
04	Mw'ihuriro ry'urwaruko ku rwego rw'igihugu (Conseil National de la Jeunesse)
05	Ku mbuga ngurukanabumenyi

7. Hitamwo inzira nkurunkuru 3 ubona ko urwaruka rwokoresha kugirango rugwanye uko gukoreshwa ibitarivyo muri politike na bakurubarwo

01	Gufatana mu nda bagashira hamwe imigambi naho boba badasangiye imigambwe
02	Guharanira ko imigambwe irongorwa neza kugirango urwaruka ruhabwe ijambo n'ikibanza mu migambwe (démocratie interne)
03	Guharanira gushiraho amategeko atomora ingene urwaruka rwoserukirwa mu nzego zitandukanye zirongoye igihugu
04	Kwereka bakuru barwo muri politike ko urwaruka rurengeye inyigisho n'indyane zishingiye ku macakubiri ayariyo yose
05	Kwereka bakuru barwo ko kuba muto mu myaka atarikwo kuba muto mu buzima canke muri politike

8. Woba uzi ahantu canke urwego urwaruka rwokwitura mu gihe rwatotejwe canke rubona ko rwakoreshejwe nabi ?

01	Ego ndaruzi kandi ndashobora kurwitura
02	Ego ndaruzi ariko sinzi ingene norwitura ngize ingorane
03	Oya ntarwo nzi

9. Mu myaka 5 iri imbere ubona uruhara rw'urwaruka muri politike ruzoba rwifashe gute ?

01	Ruzoba rwiyongereye cane
02	Ruzoba rwiyongereye gatoyi
03	Ruzoba rwagabanutse
04	Ntakizoba kirahinduka

10. Woba ufise ico wongerako kuri ivyo vyose bijanye n'ikoreshwa ry'urwaruka muri politike mu Burundi ?

a) Oya

b) Ego (vyandike)

Annexe 2. Questionnaire d'enquête

Traduction : version française

Jeunesse et vie politique au Burundi : entre manipulation, résilience et engagement citoyen

I. Identification

a) Nom et prénom : ……. (facultatif)

b) Classe et section : ……..... (facultatif)

c) Sexe : Masculin : ……. Féminin : ……

d) Serais-tu membre d'un parti politique ? Oui : …….. Non : ……

II. Questions de l'enquête

1. En politique, on remarque souvent des politiques qui manipulent et instrumentalisent les jeunes dans le but de les utiliser pour leurs propres fins. Choisissez 3 principales causes qui font que ces jeunes acceptent d'être à la solde de ces politiques

01	L'analphabétisme et l'ignorance
02	Les us et coutumes qui font que les jeunes soient considérés comme des enfants en politique
03	L'extrême pauvreté qui frappe les jeunes et qui les pousse à accepter d'être instrumentalisés
04	Les jeunes conçoivent la politique comme la voie la plus sûre de s'enrichir facilement
05	Les jeunes sont désespérés et ont perdu espoir en l'avenir de leur vie future

2. Choisissez 3 principales voies que les politiques utilisent pour manipuler les jeunes afin que ces derniers soient à leur solde

01	Ils leur promettent du travail dans l'avenir
02	Ils exploitent les liens parentaux et familiaux qu'ils entretiennent avec certains d'entre eux

03	Ils les manipulent en utilisant l'argent ainsi que d'autres dons divers (boissons, aliments, etc.)
04	Ils les manipulent sur base des enseignements divisionnistes basés sur les appartenances régionales, ethniques, politiques, etc.
05	Ils commencent par semer la zizanie entre les jeunes afin de les diviser

3. Choisissez 3 comportements qui se remarquent souvent chez les jeunes manipulés et instrumentalisés par les politiques

01	Persécuter les membres des autres partis politiques ou d'ethnie différente de la leur
02	Se substituer aux agents de l'administration, de l'ordre, de la justice, etc.
03	Rançonner la population et s'adonner aux actes de corruption impunément
04	Se calomnier mutuellement ou s'affronter entre eux
05	Faire des entrainements militaires ou utiliser des effets militaires

4. Même si la situation se présente ainsi, les jeunes disposent des atouts qui font qu'ils soient respectés en politique et qu'ils jouent un rôle de premier plan. Choisisse-en 3 principaux

01	Les jeunes constituent la tranche la plus nombreuse de la population burundaise
02	Ce sont les jeunes qui maîtrisent les nouvelles techniques de l'information et de la communication (NTIC) dont les leaders des partis politiques ont besoin
03	La plupart de jeunes ont eu la chance de pousser leurs études plus loin
04	Les jeunes ne se sont pas encore rendus coupables d'exactions politiques (mains propres)
05	Les jeunes n'ont pas vécu les différentes crises meurtrières ayant endeuillé le pays

5. Choisissez 3 principaux enseignements dont les jeunes ont le plus besoin dans leur vie et dans leur avenir

01	Les enseignements en rapport avec les droits et devoirs de tout citoyen
02	Les enseignements en rapport avec le leadership responsable et la bonne gouvernance
03	Les enseignements en rapport avec la cohabitation pacifique malgré nos différences
04	Les enseignements en rapport avec la bonne exploitation des réseaux sociaux
05	Les enseignements concernant la prudence et l'analyse des rumeurs et fausses informations

6. Choisissez 3 principaux lieux où les jeunes peuvent émettre leurs idées sans craintes

01	Au cours des émissions et interviews dans les différents médias : radio, télévision, journaux, etc.

02	Au cours des réunions organisées à l'intention des jeunes membres des mouveme affiliés aux partis politiques
03	Au cours des réunions qui seraient organisées entre les jeunes et les responsab étatiques ou des partis politiques
04	Au cours des réunions du Conseil National de la jeunesse au niveau national (CNJB)
05	Sur les réseaux sociaux

7. Choisissez 3 principales voies que les jeunes peuvent utiliser pour lutter contre leur manipulation politique par leurs aînés politiques

01	Rester unis et solidaires et élaborer ensemble leurs projets même dans le cas où ils militeraient pas dans les mêmes partis politiques
02	Militer pour que les partis politiques soient dirigés selon les principes de la démocra interne afin que les jeunes y trouvent leur place
03	Militer en faveur de la mise en place des lois qui déterminent le niveau de représentati des jeunes dans les instances de prise de décisions
04	Prouver à leurs aînés politiques que les jeunes sont au-dessus des enseignements querelles tribalistes
05	Prouver à leurs aînés politiques qu'être jeunes en âge ne signifie pas nécessairement rien valoir/pouvoir dans la vie ou en politique

8. Serais-tu au courant d'un organe auquel les jeunes s'en remettraient en cas de leur persécution ou en cas où ils estimeraient avoir été victimes d'une manipulation ?

01	Oui je le connais et je sais comment le saisir
02	Oui je le connais mais je ne sais pas comment l'atteindre en cas de problème
03	Non, je ne le connais pas

9. Dans cinq ans à venir, quel sera le niveau de participation des jeunes en politique ?

01	Le niveau aura progressé considérablement
02	Le niveau aura progressé un tout petit peu
03	Le niveau aura diminué
04	Ce sera le statu quo, rien n'aura changé

10. Aurais-tu quelque chose à ajouter sur ce qui est en rapport avec la manipulation des jeunes en politique ?

a) Non : ….

b) Oui : …. (écris-le ici)